Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Dimanche 3 novembre 2024 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°500 ■

CRÉATION D'OPPORTUNITÉS D'EMPLOI ET DE FORMATION POUR LES JEUNES AFRICAINS

L'Algérie adhère à l'initiative «1 million, prochain niveau» de l'UA

P 16

TEBBOUNE À LA COMMÉMORATION DU 70e ANNIVERSAIRE DU 1er NOVEMBRE 1954

«Nous poursuivons le processus d'édification de l'Algérie nouvelle»

● Tebboune préside une réception au Cercle National de l'Armée

La commémoration du 70e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution a été l'occasion pour le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de rappeler le chemin parcouru par notre pays et de confirmer les choix que l'Algérie a faits pour assurer le bien-être et la sécurité de ses citoyens. En effet, lors de cette commémoration célébrée avec tous les oripeaux de la République qui ont fait la fierté des Algériens, Tebboune a réitéré ses engagements en faveur de nos concitoyens, tant sur le plan social qu'économique. P 3

APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ EN PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

Magros, l'UGCA et l'UNPA coordonnent leurs efforts

La réorganisation des marchés est l'une des priorités du gouvernement. Le ministère du Commerce et celui de l'Agriculture multiplient les consultations et les rencontres, dans le but de mettre fin à l'anarchie qui prévaut sur le marché national des produits agricoles et alimentaires.

P 2

LES PREMIERS NOUVEAUX AVIONS SERONT RÉCEPTIONNÉS EN JUIN 2025

Air Algérie renforce sa flotte

En 2023, Air Algérie a lancé un projet ambitieux pour moderniser et renforcer sa flotte en commandant 15 nouveaux avions auprès des géants de l'aéronautique, en l'occurrence Airbus et Boeing. Cette acquisition représente un tournant stratégique pour la compagnie, qui cherche à accroître sa compétitivité et à répondre à la demande croissante de transport aérien, notamment sur les lignes internationales. La réception du premier appareil de cette nouvelle flotte est prévue pour juin 2025, a annoncé le PDG d'Air Algérie, Hamza Benhamouda.

P 5

EXPLOITATION DU GISEMENT DE ZINC ET DE PLOMB À BEJAÏA

Nécessité de respecter les délais de réalisation

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a insisté sur la nécessité de respecter les délais de réalisation des différentes unités pour l'exploitation de la mine de zinc et plomb à Oued Amizour (Bejaïa).

P 5

PRIX D' «IP INNOVATION PIONNER ARABO-AFRICAIN»

Le Groupe Télécom Algérie primé à Istanbul P 2

LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE

Des résultats impressionnants réalisés par les douanes P 5

POUSSÉ PAR LES TENSIONS GÉOPOLITIQUES

Le pétrole en hausse P 4

DOUANES

Lancement du nouveau système d'information dédié aux voyageurs

La Direction générale des Douanes (DGD) a annoncé, vendredi dans un communiqué, le lancement du nouveau système d'information dédié aux voyageurs, permettant d'accéder aux services des titres de passage en douane (TPD) des véhicules et des déclarations, en ligne, de monnaie et d'objets de valeurs.
Le lancement de ce nouveau système d'information est intervenu, jeudi soir, à l'occasion de la cérémonie commémorative du 70e anniversaire du déclenchement de la Glorieuse Révolution du 1er novembre 1954, sous le slogan "Glorieux Novembre, Loyauté et Renouveau", présidée par le directeur général des Douanes, le Général-major Abdelhafid Bakhouche, en présence des cadres centraux de la DGD.
Ce glorieux anniversaire a été "l'occasion pour la Direction générale des Douanes de lancer le nouveau système d'information dédié aux voyageurs, permettant d'accéder aux services des titres de passage en douane (TPD) des véhicules et des déclarations, en ligne, de monnaie et d'objets de valeurs", ajoute le communiqué.
A cette occasion, la DGD a publié la "Charte de l'usager des douanes", ainsi que la version actualisée du "Guide de l'exportateur" dans trois langues, à savoir : l'arabe, le français et l'anglais, téléchargeables via le site officiel de la DGD.
A l'instar de toutes les institutions de l'Etat et de l'ensemble du peuple algérien, les services extérieurs des Douanes ont organisé une cérémonie commémorative de cet évènement phare marquant le soulèvement de nos aïeux contre le colonisateur français inique.
Le programme des festivités a été ponctué par la lecture de la Proclamation du 1er novembre 1954 et le lever du drapeau algérien le 1er novembre 2024 à minuit (00H00).
La DGD a réaffirmé "son engagement à commémorer toutes les fêtes et occasions nationales afin d'inculquer à ses personnels les plus nobles enseignements puisés des hauts faits de la génération de la glorieuse Révolution, pour suivre leur exemple honorable et rester fidèle au serment, pour lequel les chouhada ont payé un lourd tribut afin que l'épopée de Novembre demeure à jamais, témoin du soulèvement d'un grand et brave peuple qui, sous la bannière de l'unité nationale, a consenti d'énormes sacrifices pour recouvrer la pleine souveraineté sur sa terre bénie", ajoute la même source.

APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ EN PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

Magros, l'UGCA et l'UNPA coordonnent leurs efforts

La réorganisation des marchés est l'une des priorités du gouvernement. Le ministère du Commerce et celui de l'Agriculture multiplient les consultations et les rencontres, dans le but de mettre fin à l'anarchie qui prévaut sur le marché national des produits agricoles et alimentaires.

Par Sirine R

En effet, une nouvelle stratégie a été adoptée, visant à améliorer la chaîne de distribution tout en déclarant la guerre aux intermédiaires. Ces derniers, rappelons-le, sont les principaux responsables des perturbations sur le marché, tant en ce qui concerne la disponibilité que les prix.
C'est dans ce cadre qu'une réunion de coordination tripartite s'est tenue entre la Société publique de réalisation et de gestion des marchés de gros (MAGROS), l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) et l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), en vue de garantir l'approvisionnement du marché en produits agricoles et alimentaires et d'encadrer l'activité des mandataires, a indiqué vendredi un communiqué conjoint.
«En application des instructions du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, visant à assurer une commercialisation fluide des produits agricoles et alimentaires sur les marchés régionaux de la société MAGROS et à encadrer les mandataires pour éviter l'interférence des intermédiaires illégaux dans les chaînes de distribution, assurer la disponibilité des produits et la stabilité des prix et préserver le pouvoir d'achat des citoyens, une réunion de coordination s'est tenue, jeudi au siège du ministère, entre la Société publique de réalisation et de gestion des marchés de gros (MAGROS), l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) et l'Union nationale des paysans algériens (UNPA)», lit-on dans le communiqué. Au terme de la réunion, il a été convenu que la société MAGROS consacrera des points de vente pour les légumes et les œufs sur ses marchés, a précisé la même source, ajoutant que l'UNPA accompagnera les agriculteurs au niveau des marchés régionaux et l'UGCAA encadrera les mandataires pour éviter l'interférence des intermédiaires illégaux dans les chaînes de distribution.
Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, avait indiqué, la semaine dernière depuis la wilaya de Tiaret, qu'un travail s'opère, en coordination avec le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations et les services de sécurité, pour la mise en œuvre d'une série de nouvelles mesures visant à garantir la disponibilité des produits agricoles à des prix raisonnable au consommateur. «Nous sommes en phase d'élaboration d'un cahier de charges devant permettre à l'investisseur de travailler en toute quiétude pour garantir, en contrepartie, l'accès du consommateur aux produits agricoles à des prix raisonnables»,a-t-il dit.
Le ministre de l'Agriculture a, par ailleurs, affirmé que «l'Etat soutien les investisseurs dans le secteur agricole, notamment pour ce qui concerne l'accès au foncier, le forage de puits, le raccordement de leurs exploitations au réseau d'électricité et l'acquisition de semences et autres», faisant observer, néanmoins, que «le consommateur ne bénéficie pas de la manière souhaitée des mesures incitatives accordées aux agriculteurs, à cause de certains intermédiaires (mandataires) qui s'adonnent à la spéculation, d'où l'impératif de mettre fin aux agissements des spéculateurs jusqu'à ce que le produit arrive au consommateur à un prix abordable».
Il a aussi fait état, dans ce contexte, de l'ouverture, à titre gracieux, d'espaces au profit des agriculteurs au niveau des marchés de gros afin qu'ils puissent commercialiser leurs produits directement au consommateur.

PRIX D' «IP INNOVATION PIONNER ARABO-AFRICAIN»

Le Groupe Télécom Algérie primé à Istanbul

Le prix d'"IP innovation pionner arabo-africain" a été décerné, vendredi à Istanbul (Turquie), au Groupe Télécom Algérie, à travers ses filiales, dont l'entreprise Algérie Télécom.
La cérémonie d'octroi de cette distinction s'est tenue en marge de la 15ème édition du Forum mondial du haut débit mobile en Turquie, organisée par l'entreprise chinoise Huawei Technologies.
Il est à relever que les travaux de ce Forum mondial ont pris fin ce vendredi à Istanbul en recommandant l'impérative nécessité d'accélérer la généralisation de la 5G mobile afin d'aller vers l'intelligence artificielle (AI).
Les participants et les experts réunis pendant trois jours ont réitéré leur appel quant à "l'impérative nécessité d'accélérer le processus de généralisation de la 5 et 5.5G mobile", expliquant que "sans une connectivité ultra haut débit, il sera quasiment impossible d'aller vers l'intelligence artificielle".
Qualifiant l'IA de "révolution silencieuse", les experts ont expliqué que cette nouvelle technologie est "inévitable dans la mesure où elle est appelée à se généraliser dans un très proche avenir, au même titre que l'internet et la téléphonie mobile".
Les communications ont ainsi porté sur les perspectives de l'industrie de l'ultra haut débit dans "un secteur en évolution permanente, de plus en plus dominé par l'IA, insistant sur les implications multiples des réseaux IP intelligents".
En ce sens, cette rencontre, qui a réuni plus d'un millier d'experts, se veut une "plateforme explorant les synergies entre l'accès à Internet à très haut débit et l'IA en vue de parvenir à des innovations susceptibles de révolutionner et de transformer le paysage des réseaux de communication".
Les modalités de construction de réseaux ainsi que les stratégies de réussite commerciale à l'ère de l'IA ont également été évoquées lors de ce forum, considéré comme "une plateforme appropriée pour partager les innovations et les perspectives sur l'industrie de l'internet très haut débit".
"Il s'agit en somme d'optimiser l'accès à Internet à très haut débit, ce qui impulsera une nouvelle dynamique de la croissance commerciale dans le secteur", selon des experts, qui ont insisté sur les avantages qu'offre la technologie de l'Intelligence artificielle (IA).
Les participants ont enfin souligné la nécessité "de perfectionner davantage le déploiement et l'IA des réseaux, leur efficacité, leur sécurité et leur maintenance afin de les adapter aux évolutions technologiques et aux exigences des utilisateurs".

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

TEBBOUNE À LA COMMÉMORATION DU 70e ANNIVERSAIRE DU 1ER NOVEMBRE 1954

«Nous poursuivons le processus d'édification de l'Algérie nouvelle»

La commémoration du 70e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution a été l'occasion pour le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de rappeler le chemin parcouru par notre pays et de confirmer les choix que l'Algérie a faits pour assurer le bien-être et la sécurité de ses citoyens. En effet, lors de cette commémoration célébrée avec tous les oripeaux de la République qui ont fait la fierté des Algériens, Tebboune a réitéré ses engagements en faveur de nos concitoyens, tant sur le plan social qu'économique.

Par Réda Hadi

L'Algérie a célébré, ce vendredi, le 70 anniversaire du déclenchement de sa guerre d'indépendance contre le colonialisme français, le 1 novembre 1954. Un grand défilé militaire a été organisé à l'occasion à Alger, en présence du chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune et de nombreux invités, dont les présidents tunisien, Kaïs Saïed, mauritanien, Mohammed Ould Ghazouani et libyen, Younes El Menfi. S'exprimant dans un discours de circonstance Abdelmadjid Tebboune a souligné, «la doctrine défensive de l'Armée nationale populaire (ANP)».

Le président de la République a également salué « l'Armée nationale populaire (ANP), tous les corps de sécurité, ceux qui sont stationnés à nos frontières pour défendre notre terre pure et ceux qui veillent à protéger notre espace aérien et nos côtes, prêts à se sacrifier pour préserver le legs des valeureux Chouhada et défendre la République et ses acquis ».

Il a, à cet égard, rappelé que « a doctrine de l'Armée nationale populaire, digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN), est défensive et son armement est destiné exclusivement à la défense de l'Algérie et à la protection de sa souveraineté nationale, en sus de la contribution à l'instauration de la sécurité et de la paix internationales, conformément aux engagements internationaux et régionaux de notre pays, dans le respect du droit international et dans le cadre de nos principes et règles constitutionnelles ».

Tebboune a tout de même rappeler qu'«en dépit des conditions économiques et sécuritaires que traverse le monde actuellement, nous poursuivons le processus d'édification de l'Algérie nouvelle et d'accomplissement des réalisations, à travers le lancement de projets de développement prometteurs grâce à la conjugaison des efforts de tous les nationalistes dévoués qui croient en les capacités de notre pays et en ses atouts à même d'ouvrir des perspectives pour hisser l'Algérie au niveau escompté et réaliser les aspirations des citoyens à une vie digne, dans le giron de la sécurité et de la stabilité».

L'Algérie est à l'orée de son indépendance économique, énergétique, et alimentaire. En effet, les budgets successifs d'investissements consentis par l'Etat entre 2021 et fin 2023 étaient de l'ordre de 6 500 milliards de dinars (48 milliards de dollars), dont 1 900 milliards de dinars en 2021, 1 900 milliards de dinars en 2022 et 2 700 milliards de dinars en 2023, alors que le budget de l'année 2024 prévoit un montant de 2 800 milliards de dinars. Tous ces investissements visent l'attractivité du territoire et le développement durable. Ils sont générateurs d'un niveau de création d'emploi important.

En ce sens, il existe sept grands projets structurants répartis à l'échelle nationale, dont entre autres, le projet des énergies renouvelables pour un montant de 126 milliards de dinars, le projet de modernisation des réseaux ferroviaires d'un montant de 2 786 milliards de dinars et l'extension du Métro d'Alger pour un montant de 1 157 milliards de Dinars. Les investissements massifs engagés devraient non seulement générer un nombre important d'emplois directs et indirects, mais aussi contribuer à l'amélioration des compétences de la main-d'œuvre algérienne.

De plus, ils participeront à l'équilibre territorial en favorisant le développement de régions jusqu'alors moins dynamiques économiquement. L'Algérie pour tous, y compris au niveau international, s'est engagée dans une voie que beaucoup de pays nous envient.

70e ANNIVERSAIRE DU DÉCLENCHEMENT DE LA RÉVOLUTION

Tebboune préside une réception au Cercle National de l'Armée

Le président de la République, Chef Suprême des Forces Armées, Ministre de la Défense Nationale a présidé vendredi soir au cercle de l'armée à Alger une réception en l'honneur de hauts cadres de l'Armée Nationale Populaire (ANP) en activité et à la retraite et de hauts responsables de l'Etat, quelques heures après avoir assisté à un grandiose défilé militaire organisé par l'ANP à l'occasion de la célébration du 70eme anniversaire du déclenchement de la glorieuse révolution du 1er novembre 1954, indique samedi un communiqué du Ministère de la Défens nationale (MDN). . "A l'occasion de la célébration du 70ème anniversaire du déclenchement de la Glorieuse Révolution du 1er novembre 1954, Monsieur le Président de la République Abdelmadjid Tebboune, Chef Suprême des Forces Armées, Ministre de la Défense Nationale, a présidé durant la soirée du vendredi 1er novembre 2024 au Cercle National de l'Armée de Béni Messous, une réception en l'honneur de hauts cadres de l'Armée Nationale Populaire en activité et à la retraite, et de hauts responsables de l'Etat", précise le communiqué du MDN, qui a souligné que "Monsieur le Président de la République a été accueilli, à l'entrée du Cercle National de l'Armée, par Monsieur le Général d'Armée Chanegriha Saïd, Chef d'Etat-Major de l'Armée Nationale Populaire", précise le communiqué. "Ont pris part à cette cérémonie, qui s'inscrit dans le cadre des grandes traditions de l'Armée Nationale Populaire visant à valoriser les dates phares de notre glorieuse histoire et en hommage à nos vaillants martyrs, Messieurs le Président du Conseil de la Nation, Président de la Cour Constitutionnelle, le Premier Ministre et les membres du Gouvernement, ainsi que le Commandant de la Garde Républicaine, le Secrétaire Général du Ministère de la Défense Nationale, les Commandants de Forces, le Commandant de la Gendarmerie Nationale, les Commandants de Régions Militaires, les Chefs de Départements, les Directeurs et les Chefs de Services Centraux du Ministère de la Défense Nationale et de l'Etat-Major de l'Armée Nationale Populaire, aux cotés de hauts cadres de l'Etat, des personnalités nationales et des Moudjahidines", ajoute t-on. Le communiqué du MDN souligne par ailleurs qu'"à l'entame, l'assistance a écouté l'Hymne National interprété par une troupe musicale de la Garde Républicaine et a suivi un film documentaire intitulé : "c'était véritablement notre devoir", produit par la Direction de l'Information et de la Communication de l'Etat-Major de l'Armée Nationale Populaire."

Les hôtes ont assisté à un défilé aérien de drones, illustrant divers tableaux et symboles de l'histoire de l'Algérie, conclu par un spectacle des feux d'artifices, souligne le texte du MDN.

EXPLOITATION DU GISEMENT DE ZINC ET DE PLOMB À BÉJAÏA

Nécessité de respecter les délais de réalisation

Par Selma R.

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a insisté sur la nécessité de respecter les délais de réalisation des différentes unités pour l'exploitation de la mine de zinc et plomb à Oued Amizour (Bejaïa). Lors d'une rencontre entre le ministre et les responsables des deux sociétés étrangères, en l'occurrence, le PDG de la société minière australienne "Terramin", M. Fang Shang, et le PDG de la société chinoise "Sinosteel", M. Hua Guangming, le ministre a félicité tous les responsables de Sonarem, Terramin et Sinosteel pour ce contrat, réaffirmant l'importance économique de ce projet et la nécessité de respecter les délais d'exécution et d'accélérer la mise en service comme prévu en juillet 2026, tout en respectant les résultats de l'étude de faisabilité tant sur le plan technique qu'environnemental, notamment en ce qui concerne la sécurité, indique le ministère dans un communiqué.

Il a ainsi souligné que ce projet représente un point de départ pour étudier d'autres opportunités de coopération pour réaliser des projets miniers communs avec des partenaires australiens et chinois dans d'autres régions du pays. Le ministre a également rappelé que ce projet s'inscrit dans le cadre du développement et de l'amélioration du secteur minier et de la relance des activités minières, en soulignant les nombreux impacts positifs attendus de la mise en œuvre de ce projet, tant pour l'économie nationale en général que pour le développement économique de la région en particulier, à travers la création de nombreuses opportunités d'emploi au niveau local, la formation et le développement de l'industrie minière de transformation, ainsi que le transfert de connaissances et de technologies. Tout cela, a ajouté le ministre, s'inscrit dans le cadre du programme établi par le gouvernement, conformément aux instructions du président de la République, visant à développer l'investissement minier et à améliorer le climat d'investissement en Algérie.

Pour leur part, les PDG de Terramin et de Sinosteel ont exprimé leur entière satisfaction quant au niveau de progression de ce projet, grâce au soutien continu et à l'accompagnement de la part du ministère et des autorités locales. Ils ont confirmé leur engagement à réaliser le projet avec qualité et selon des normes mondiales, en faisant de celui-ci un modèle de référence dans ce domaine, conformément à son étude de faisabilité, approuvée selon les règles relatives à la protection de l'environnement et à la sécurité, et à travailler avec rigueur pour préserver les composantes environnementales de la région, ainsi qu'à participer de manière responsable au développement économique et social de la région et à la création d'emplois en s'appuyant sur la formation continue.

Cette rencontre s'est déroulée, rappelle-t-on, en présence du PDG de Sonarem et des PDG de la Société nationale des produits miniers non ferreux et des matériaux utiles (ENOF), de l'Office national de recherche géologique et minière (ORGM), ainsi que de la directrice générale de la coentreprise algéro-australienne Western Mediterranean Zinc (WMZ), en plus de cadres du ministère et des deux sociétés.

Cette réunion fait suite à la signature d'un contrat pour la réalisation du gisement de zinc et de plomb à Tala Hamza-Wadi Amizour, ainsi qu'à la création d'une usine de traitement pour ces deux matériaux, qui a eu lieu aujourd'hui au siège de la direction générale de Sonarem, entre la coentreprise algéro-australienne (WMZ), représentée par l'ENOF et l'ORGM, et la société australienne Terramin, chargée de gérer le projet d'une part, et la société chinoise "Sinosteel", chargée selon le contrat signé d'exécuter le gisement et l'usine de traitement ainsi que les infrastructures associées à ce projet important d'autre part.

POUSSÉ PAR LES TENSIONS GÉOPOLITIQUES

Le pétrole en hausse

Les cours du pétrole ont avancé vendredi avec même un net sursaut plus tôt dans la journée. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier, dont c'était le premier jour comme contrat de référence, a progressé de 0,40%, à 73,16 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en décembre, a gagné 0,33% à 69,49 dollars. Plus tôt, Brent et WTI ont respectivement atteint 74,94 dollars et 71,45 dollars. Les cours du pétrole étaient en hausse également vendredi, poussés par la résurgence du risque d'escalade au Proche-Orient, le Brent s'approchant des 75 dollars le baril. A Londres, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en janvier, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, a pris 2,54% à 74,66 dollars. «Les craintes géopolitiques réapparaissent sur les marchés au vu de la situation au Proche-Orient», a expliqué un analyste.

MONNAIE

Le dollar ferme, les cambistes passent outre le mauvais chiffre d'emplois américains

Le dollar se reprenait vendredi après un fléchissement initial consécutif à un mauvais chiffre de créations d'emplois aux Etats-Unis, que les cambistes ont finalement pris avec des pincettes. Vers 19H30 GMT, le Dollar Index, qui compare le billet vert à un panier de six devises, progressait de 0,29%. Le "greenback" - surnom de la devise des Etats-Unis - prenait 0,42% face à la monnaie unique européenne, à 1,0837 dollar pour un euro. Le marché a d'abord mal réagi au rapport mensuel du ministère américain du Travail, selon lequel l'économie des Etats-Unis n'a créé que 12.000 emplois en octobre, alors que les économistes en annonçaient 110.000. C'est le niveau le plus faible depuis décembre 2020. Le "buck" - autre surnom de la monnaie américaine - a alors glissé jusqu'à 1,0905 dollar pour un euro.

COOPÉRATION

Arkab reçoit la vice-présidente vénézuélienne ministre du Pétrole

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, la vice-présidente de la République du Venezuela et ministre du Pétrole, Delcy Rodriguez, lors de son escale technique à l'aéroport international d'Alger, indique vendredi un communiqué du ministère.
L'audience a eu lieu jeudi, au salon d'honneur présidentiel de l'aéroport international Houari-Boumediene, en présence de l'ambassadeur du Venezuela en Algérie et de cadres du ministère.
"Chargée par le président vénézuélien, Mme Rodriguez a transmis les salutations fraternelles du président vénézuélien, Nicolas Maduro, au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ainsi que ses sincères vœux au président et au peuple algérien à l'occasion du 70e anniversaire du déclenchement de la Glorieuse Révolution de libération, réitérant la volonté de son pays de renforcer et de porter la coopération avec l'Algérie vers de nouveaux horizons", précise le communiqué.
Les deux parties ont également évoqué, à cette occasion, les relations de coopération bilatérale, et les moyens de leur renforcement et de leur développement, en particulier dans les domaines de l'énergie et des mines, notamment dans le secteur des hydrocarbures, saluant le niveau exceptionnel des relations d'amitié et de coopération qui unissent les deux pays, en application des orientations des dirigeants des deux pays.
Les deux parties ont également abordé la coopération bilatérale et l'échange d'expertises dans le domaine des mines. M. Arkab et Mme Delcy Rodriguez ont salué, en outre, le niveau de dialogue et de concertation entre les deux pays, particulièrement au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), en vue du renforcement de la stabilité des marchés pétroliers et gaziers au service de l'intérêt commun des producteurs et des consommateurs ainsi que la consolidation des relations de coopération technique et de formation à travers l'Institut de recherche sur le gaz en Algérie, relevant du GECF.
Par ailleurs, "Mme Rodriguez a exprimé le grand intérêt de son pays à renforcer la coopération avec l'Algérie et à intensifier les concertations économiques et l'échange d'expertises, notamment dans le domaine énergétique", conclut la même source.

SONATRACH

Signature de la nouvelle déclaration générale de la politique HSE

Le PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi, a signé jeudi la déclaration générale de la politique santé, sécurité et environnement (HSE) de l'entreprise, visant à atteindre l'excellence dans ces domaines, a indiqué un communiqué du groupe.
La signature de cette déclaration a été effectuée lors d'une cérémonie organisée au siège de la direction générale du groupe, en présence des cadres dirigeants de Sonatrach, a précisé la même source.
Cette déclaration intervient pour "réaffirmer l'engagement de Sonatrach à atteindre, à travers différents principes, les meilleurs standards en matière de santé, de sécurité et de protection de l'environnement", selon le communiqué.
Elle vise également "l'excellence dans ces domaines pour créer de la valeur ajoutée et répondre aux attentes de toutes les parties prenantes", a fait savoir la compagnie nationale en soulignant que "la nouvelle vision de Sonatrach en matière de HSE s'appuie sur trois valeurs fondamentales que sont la santé et la sécurité de l'homme, la sécurité des biens et des installations, ainsi que la protection de l'environnement".
"Pour optimiser cette démarche et garantir le succès de sa politique HSE, Sonatrach travaillera en étroite collaboration avec les parties prenantes impliquées pour minimiser l'impact de ses activités sur l'environnement où elle opère, a-t-on encore mentionné de même source.

MATIÈRES PREMIÈRES

Or record, cacao en hausse, cuivre impavide

L'or a de nouveau enchaîné les records cette semaine, avant de retomber, en raison de prises de bénéfices des investisseurs. Le prix d'une once d'or a atteint jeudi le sommet historique de 2.790,10 dollars, toujours galvanisé par une prime de risque géopolitique exacerbée et par les perspectives de baisses des taux américains, alors que la réunion de la Réserve fédérale (Fed) doit se tenir les 6 et 7 novembre prochains. Vendredi, vers 15H15 GMT (16H15 à Paris), l'once d'or s'échangeait à 2.747,68 dollars, contre 2.747,56 dollars sept jours plus tôt à la clôture. Les cours du cacao ont grimpé cette semaine, en raison d'une baisse des réserves dans les ports et d'inquiétudes sur la récolte en Afrique de l'Ouest. Vendredi, à Londres, la tonne de cacao pour livraison en mars valait 5.447 livres, contre 4.816 une semaine plus tôt en fin de séance. A New York, la tonne pour livraison en décembre valait dans le même temps 6.695 dollars, contre 6.310 dollars vendredi dernier à la clôture. Les prix du cuivre sont restés stables cette semaine en dépit d'une production surabondante sur l'année en cours, soutenus par des stocks plus faibles qu'attendu sur le marché et par une forte demande chinoise de métal rouge. Sur le LME, la tonne de cuivre coûtait 9.545,00 dollars, contre 9.602,50 dollars sept jours plus tôt à la clôture.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	425,00	NC	0,00	1,82	-0,88	8,20	7,06	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 291,00	NC	0,00	0,85	-0,84	6,87	7,86	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 279,00	NC	0,00	-0,01	-0,41	11,99	5,48	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	405,00	NC	0,00	0,00	-4,65	5,12	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-15,48	2,03	-	0	0,00

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPEMENT RURAL

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 30 اكتوبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 30 octobre 2024

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg			أسعار التجزئة[1] دج / كلغ		المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	92	114	70	البطاطا	خضر طازجة	
	Tomate	136	157	116	الطماطم		
	Oignon sec	49	55	43	البصل الجاف		
	Ail sec	427	487	367	الثوم الجاف		
	Carotte	87	97	77	الجزر		
	Navet	103	116	90	لفت		
	Poivron	125	142	109	الفلفل الاخضر		
	Piment	144	162	126	الفلفل الحار		
	Courgette	153	168	137	الكوسة		
	Haricot vert	190	209	171	الفاصولياء الخضراء		
	Laitue	117	130	104	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	349	458	239	التفاح المحلي	فواكه طازجة	
	Datte	488	619	357	التمر		
	Melon	409	509	309	البطيخ الاصفر		
	Pastèque	196	242	149	البطيخ الاحمر		
	Poire	136	165	106	الاجاص		
	Raisin	391	406	375	العنب		
	Banane	1778	1901	1654	الموز		
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	427	441	413	لحم البقرالمحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني	
	Poulet de chair	18	19	17	الدجاج		
	Œufs (Unité)	94	99	88	البيض (وحدة)		
	Lait de vache (Litre)	92	114	70	حليب البقر (لتر)		

LES PREMIERS NOUVEAUX AVIONS SERONT RÉCEPTIONNÉS EN JUIN 2025

Air Algérie renforce sa flotte

En 2023, Air Algérie a lancé un projet ambitieux pour moderniser et renforcer sa flotte en commandant 15 nouveaux avions auprès des géants de l'aéronautique, en l'occurrence Airbus et Boeing. Cette acquisition représente un tournant stratégique pour la compagnie, qui cherche à accroître sa compétitivité et à répondre à la demande croissante de transport aérien, notamment sur les lignes internationales. La réception du premier appareil de cette nouvelle flotte est prévue pour juin 2025, a annoncé le PDG d'Air Algérie, Hamza Benhamouda.

Par Mourad A.

Lors d'un séminaire sur la sécurité aérienne intitulé "SafetyMindset", organisé hier à Alger, Benhamouda a souligné que la compagnie prévoit d'acheter de deux à trois avions par an, avec un programme d'acquisition soigneusement étudié pour éviter les problèmes d'exploitation. Il a également affirmé que la sécurité aérienne est une priorité absolue pour toutes les opérations de transport, l'objectif de cette conférence étant de sensibiliser les participants aux normes de sécurité les plus élevées. Il a mentionné l'importance des échanges d'expériences avec des experts internationaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale et de l'Association internationale du transport aérien, montrant ainsi l'engagement d'Air Algérie à renforcer les normes de sécurité en collaboration avec des partenaires locaux et internationaux.

Dans ce contexte, le ministre des Transports, Mohamed LahbibZehana, a insisté sur le fait que la sécurité est essentielle au succès de toute compagnie aérienne, appelant à un effort collectif pour réaliser une avancée significative dans ce domaine. Il a également noté que le secteur aérien joue un rôle crucial dans l'économie nationale, et que les défis auxquels il est confronté nécessitent un travail continu et collaboratif pour atteindre un modèle exemplaire.

Il convient de rappeler qu'actuellement, la flotte d'Air Algérie est constituée d'environ cinquante avions. Pour moderniser cette flotte, la compagnie a commandé 15 nouveaux appareils, dont 8 modèles Boeing 737 MAX 9 et 7 gros porteurs Airbus, comprenant 5 Airbus A330-900 et 2 Airbus A350-1000. En mai 2023, Air Algérie a annoncé l'attribution provisoire de ce marché aux constructeurs aéronautiques Boeing et Airbus. Les modèles A330-900, qui peuvent accueillir entre 280 et 320 passagers, et les A350-1000, avec une capacité de 350 à 450 sièges, viendront enrichir la flotte d'Air Algérie. Boeing fournira 8 aéronefs de type 737 MAX 9, avec une capacité de 170 à 210 sièges. Les livraisons de ces avions Boeing sont prévues pour 2027. Grâce à ces acquisitions, Air Algérie aspire à répondre à la demande croissante de transport aérien et à améliorer sa compétitivité sur le marché international.

SON DG L'A ANNONCÉ DEPUIS ANNABA

Le groupe IMETAL rebaptisé Société nationale de Sidérurgie

Le directeur général du Groupe des industries métallurgiques et sidérurgiques (IMETAL), Adel Khemane, a annoncé, jeudi depuis le complexe sidérurgique SIDER d'El Hadjar (Annaba), que le Groupe a été rebaptisé Société Nationale de Sidérurgie (SNS), nom historique de la première entreprise de sidérurgie en Algérie.

Khemane a indiqué, en présence du wali d'Annaba, Abdelkader Djellaoui, et des directeurs généraux des filiales du groupe, que le 70ème anniversaire de la glorieuse Révolution du 1er novembre 1954 coïncide également avec le 60ème anniversaire de la création de la SNS, le 3 septembre 1964.

Le rétablissement du nom historique de la Société nationale de sidérurgie, premier jalon dans le lancement de l'industrie sidérurgique en Algérie, s'inscrit dans le cadre d'une "nouvelle stratégie du groupe, en adéquation avec la vision des plus hautes autorités du pays en matière de promotion et de stimulation du secteur sidérurgique".

Le même responsable a souligné que l'entreprise vise, à travers cette nouvelle stratégie, placée sous le slogan "Des racines d'acier, un avenir radieux", à se repositionner sur le marché de la sidérurgie avec l'appui et le soutien des plus hautes autorités du pays.

Selon la présentation de son directeur général, l'entreprise cherche à promouvoir le secteur sidérurgique et à développer les industries métallurgiques en se concentrant sur l'innovation et la durabilité, et en développant une stratégie marketing pour s'adapter aux exigences du marché.

La cérémonie a été mise à profit pour rendre hommage à certains travailleurs retraités qui avaient formé le premier noyau du complexe sidérurgique d'El Hadjar.

R E.

RAPPORT DU FMI

Des défis spécifiques à relever par l'Algérie

Par S R.

Dans un contexte international de tensions géoéconomiques croissantes et de transition énergétique mondiale, l'Algérie déploie des efforts soutenus pour renforcer la résilience de son économie. Le rapport d'octobre 2024 du FMI met en lumière les défis spécifiques que le pays doit relever et les stratégies adoptées pour stabiliser son économie tout en la diversifiant.

En tant que membre de l'OPEP+, l'Algérie a subi les conséquences des réductions de production pétrolière, limitant sa croissance. En réponse, elle a mis en place des mesures de maîtrise de l'inflation, favorisées par une appréciation du dinar et la baisse des prix à l'importation. Cette approche a permis de contenir l'inflation, qui est passée de 7 % fin 2023 à environ 4,5 % en août 2024, offrant ainsi un soutien précieux au pouvoir d'achat des ménages.

L'Algérie, consciente de sa dépendance aux hydrocarbures, a lancé un programme de diversification économique ambitieux. Ce programme vise à développer les secteurs non pétroliers, notamment l'industrie, les services et l'agriculture, tout en soutenant le développement des énergies renouvelables. À moyen terme, cette stratégie prépare l'Algérie à un futur où les hydrocarbures joueront un rôle moins central, en particulier avec une baisse projetée du prix du baril, de 81,3 dollars en 2024 à 67 dollars en 2029.

Le FMI insiste sur l'importance des réformes structurelles pour stimuler l'emploi, en mettant l'accent sur la participation des jeunes et des femmes, un aspect essentiel pour répondre aux défis démographiques qui se profilent.

Parallèlement, l'Algérie met en œuvre des initiatives pour atténuer les effets du changement climatique. Les incendies de forêt et les épisodes de sécheresse, aggravés par le réchauffement climatique, menacent les ressources agricoles et forestières du pays. Des programmes de reforestation, d'agriculture durable et d'amélioration des systèmes d'irrigation ont ainsi été déployés pour renforcer la sécurité alimentaire et protéger les ressources naturelles essentielles.

Sur le plan budgétaire, le gouvernement maintient une discipline stricte malgré les défis posés par la baisse des recettes pétrolières et l'augmentation des dépenses publiques, notamment sous la forme de revalorisations salariales et de transferts sociaux. La viabilité financière et la reconstitution des réserves fiscales demeurent des priorités, assurant la stabilité économique du pays dans un contexte de revenus pétroliers en déclin. Le FMI souligne que cette stratégie de discipline budgétaire est cruciale pour la stabilité de l'économie algérienne.

En somme, l'Algérie s'engage dans une transformation de son modèle économique, cherchant à bâtir une économie durable et inclusive. Cette vision lui permettra de se positionner comme un acteur économique diversifié et résilient dans la région MENA, prêt à faire face aux défis géoéconomiques mondiaux et aux exigences de la transition énergétique.

LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE

Des résultats impressionnants réalisés par les douanes

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a affirmé que les douanes algériennes ont réalisé des « résultats impressionnants » sur le terrain en s'attaquant au phénomène de la contrebande et aux différentes pratiques qui affectent l'économie nationale.

Dans son discours prononcé, hier, lors de la cérémonie de remise de grades aux agents des douanes, qui s'est tenue à Alger, le ministre a souligné que la promotion dans les grades «constitue un mérite digne en raison du dévouement dans l'exercice de la fonction et un puissant incitatif à donner le meilleur de soi ».

Faid a exprimé sa reconnaissance envers les employés dévoués à leur travail dans le cadre des missions qui leur sont confiées, notamment au regard des résultats obtenus par les douanes sur le terrain pour lutter contre la contrebande et diverses pratiques portantes préjudices à l'économie nationale.

Le ministre a indiqué que ces résultats ont été révélés dans le cadre des rapports établis à cet égard, qui ont conduit à la saisie de quantités considérables d'armes, de drogues et de psychotropes.

Le ministre des Finances a également souligné que « les défis actuels auxquels notre pays est confronté sont le résultat de la position stratégique que l'Algérie occupe au niveau international, ainsi que des résultats des objectifs fixés par les autorités supérieures à l'échelle locale».

Il a ajouté : « Nous devons mobiliser nos efforts pour poursuivre le chemin du développement et de la prospérité, notamment en contribuant, en tant que secteur actif, à la croissance économique, en renforçant les projets d'investissement et en augmentant notre capacité d'exportation en dehors des hydrocarbures, compte tenu de toutes les ressources dont nous disposons pour y parvenir ».

R E.

ANNABA

Plus de 2.250 logements lances en travaux

Dans le cadre de la célébration du 70ème anniversaire de la Révolution algérienne, le wali d'Annaba, Abdelkader Djellaoui, a effectué une série de visites et d'inspections dans plusieurs communes d'Annaba.
Il a lancé des projets de construction pour plus de 2.250 logements qui seront réalisés dans les deux prochaines années. Il a également annoncé le lancement prochain de nouveaux projets visant à construire plus de 1.500 logements à travers plusieurs communes de la wilaya d'Annaba, dont 400 unités pour le chef-lieu.
Lors de sa visite, Djellaoui s'est particulièrement consacré à la circonscription administrative BenmostefaBenaouda, où il a posé la première pierre du projet de construction de 1.100 logements de type participatif. Dans cette même circonscription, il a également donné le coup d'envoi du chantier pour un poste de la Sûreté de wilaya d'Annaba, situé dans le secteur des 2.500 logements de Logement Location-Vente (LLV), qui devrait être opérationnel d'ici environ huit mois. Benmostefa Benaouda souffre de l'absence d'infrastructures essentielles pour le développement et l'épanouissement.
Dans ce cadre, le wali a également inauguré un projet d'aménagement extérieur de la ville, comprenant la création d'un grand parc public. Toujours aux alentours de Benmostefa Benaouda et conformément à ses engagements pris lors de sa précédente visite, Djellaoui a posé la première pierre d'un projet de 100 logements locatifs dans la commune d'Aïn El Berda. Dans la commune d'El Bouni, il a supervisé le lancement d'un projet de construction de 500 logements dans la localité d'Aïn Djebara.
De plus, à Sidi Amar, le wali a rebaptisé le pôle urbain d'El Kantra au nom du martyr Amirat El Bahi, en hommage à sa mémoire. En parallèle, le secrétaire général de la wilaya d'Annaba a officialisé le projet de construction d'un port pour petits bateaux dans la localité côtière de Sidi Salem. Le secrétaire général a également inauguré le lancement de chantiers pour 150 logements dans la commune de Cheurfa, ainsi que 150 autres logements dans la commune d'El Eulma.

LABOURS-SEMAILLES 2024/2025

Plus de 35.000 ha à emblaver cette saison à Adrar

Une surface globale de 35.450 hectares (ha) sera emblavée au titre de la campagne labours-semailles de l'actuelle saison agricole (2024/2025), lancée dernièrement dans la wilaya d'Adrar, a-t-on appris auprès de la direction des services agricoles (DSA).

Délimitée à travers les différentes périmètres agricoles de la wilaya, cette surface totalement irriguée fait partie d'une perspective d'emblavement d'une superficie globale de plus de 63.000 ha, ont indiqué les mêmes services qui ont fait part de la mobilisation, pour la réussite de cette campane, de tous les moyens humains et matériels nécessaires, outils, semences et intrants pour accompagner les céréaliculteurs. Les responsables de la coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) d'Adrar ont fait part à ce titre de la mise à la disposition des agriculteurs d'une quantité de 45.100 quintaux de semences, de 42.000 qx de semences de blé dur, de plus de 1.730 qx de blé tendre, de plus de 810 qx d'orge, en sus d'une quantité d'intrants agricoles, dont plus de 28.200 qx d'engrais de phosphate.
S'agissant du programme d'intensification des semences, une superficie de 3.500 ha a été réservée cette saison au niveau des wilayas d'Adrar (2.300ha) et Timimoun (1.278 ha), a indiqué la même source. La coopérative a fait part de la mobilisation, pour la réussite de cette saison agricole, sept (7) tracteurs, treize semoirs (semences et engrais), quatre (4) engins de terrassement du sol, 24 moissonneuses-batteuses et cinq (5) botteleuses. Pré-

sidant le coup d'envoi de la campagne labours-semailles au niveau du périmètre agricole « Oued-Ghezala », le wali d'Adrar, Larbi Bahloul, a exhorté les agriculteurs à déployer davantage d'efforts pour atteindre les objectifs escomptés par les hautes instances du pays pour relever le défi et assurer l'autosuffisance et la sécurité alimentaire. Le wali a, à ce titre, appelé les promoteurs d'assurer leurs produits agricoles, avant de faire savoir que les autorités locales ont pris toutes les mesures nécessaires pour accompagner les promoteurs agricoles dans la région, dont l'électrification des périmètres agricoles, l'ouverture des pistes d'accès agricoles et la couverture en réseau de communication. Cet évènement a été mis à profit par les autorités locales pour remettre, au niveau du siège de la wilaya, des certificats de qualification au profit de 14 bénéficiaires des exploitations agricoles au titre des procédures de régularisation administrative des cas en suspens.

RÉALISATION DE 8 DÉPÔTS DE PROXIMITÉ POUR LE STOCKAGE DE CÉRÉALES

Pose de la première pierre à Sétif

La première pierre symbolique pour la réalisation de huit (8) dépôts de stockage de céréales totalisant une capacité de 35.000 tonnes a été posée, dans la commune de Bazer-Sakra (sud de Sétif), à l'occasion de la célébration du 70e anniversaire de la glorieuse Révolution du 1er novembre 1954.
Ces dépôts de proximité d'une capacité de 5.000 tonnes chacun, sont répartis sur 7 communes du nord et du sud de Sétif, à savoir Tachouda, Bazer-Sakra, Hammam Sokhna, Ain Arnat, Ain Azel, Ain Oulmène et Beni Oussine, selon les explications fournies sur place au chef de l'exécutif local, Mustapha Limani. Un montant global de 1,7 milliard de dinars a été alloué à la réalisation de ces structures qui seront réceptionnées au bout d'un délai contractuel de 6 mois, a-t-on indiqué, soulignant que ces dépôts contribueront au renforcement des capacités de stockage des céréales de la wilaya de Sétif et auront un impact positif sur le développement de la céréaliculture dans les Hauts plateaux sétifiens.
Le programme de célébration du 70ème anniversaire de la Révolution a également été marqué, mercredi, par la pose de la première pierre de plusieurs projets de développement, dont celui de la réalisation d'un lycée de 600 places doté d'un réfectoire de 200 repas/jour, dans la commune de Tella (sud-est de Sétif), ou encore l'inauguration d'une école primaire baptisée du nom du Martyr KanounLamri, dans la commune de Hammam Sokhna (sud de Sétif).
L'occasion a également été mise à profit pour la baptisation d'une autre école primaire à El Eulma du nom du défunt Moudjahid Litim Moussa, ainsi que pour la réinhumation des restes de 2 Chouhada non identifiés de la région de Bellaâ au cimetière des Martyrs du village d'Oum Ladjoul, dans la commune de Taya (est de Sétif) et pour l'inauguration d'une unité de fabrication et de transformation de carton ondulé dans la zone industrielle de Sétif, d'une capacité de production annuelle de 25 millions de mètres carrés de matériaux d'emballage.

CUEILLETTE DES OLIVES À BATNA

Une bonne production est attendue

La campagne de cueillette des olives de l'actuelle saison agricole a débuté dans la wilaya de Batna, où une production de 465.248 quintaux est prévue, a-t-on indiqué à la Direction des Services Agricoles (DSA).
Dalila Laloui, cadre à la DSA, a déclaré que la production a augmenté de 72.887 quintaux par rapport à la saison précédente, avant de rappeler que la superficie consacrée à l'oléiculture, « de plus en plus prisée dans la wilaya de Batna », est de plus de 12.900 hectares, dont 11.000 hectares productifs. La plupart des producteurs d'olives se concentrent dans la partie sud de la wilaya, notamment dans les communes de Barika, Djezzar, Bitam, N'gaous, Sefiane, Seggana et Ain Touta, considérées comme des pôles importants en matière d'oléiculture et connues pour leurs grandes capacités de production, a ajouté la même source. Tous les moyens nécessaires ont été mobilisés pour assurer la réussite de cette campagne de cueillette, devant être dirigée, pour l'essentiel, à la production d'huile, a-t-on souligné.
Les oléiculteurs affichent une satisfaction unanime, portée par deux facteurs essentiels : une récolte importante et des prix attractifs oscillant autour de 140 dinars selon la qualité du produit. Cette dynamique économique permet à des centaines de foyers de développer une activité génératrice de revenus significatifs.
Les techniques culturales ont considérablement progressé ces dernières années. L'amélioration des méthodes d'irrigation, la lutte efficace contre les maladies arboricoles et l'extension des plantations sur des terres auparavant dédiées aux céréales ont contribué à cette évolution.
L'olivier, particulièrement résistant à la sécheresse, s'est imposé comme une culture stratégique dans la région.
Le seul bémol réside dans la pénurie de main-d'œuvre spécialisée pour la cueillette, un défi qui pourrait impacter le déroulement de la campagne. Les marchands venus de diverses régions du pays confirment la qualité exceptionnelle des olives, notamment la variété Sigoise, prisée tant pour la consommation directe que pour la conservation. Le wali de Batna a par ailleurs annoncé des mesures structurantes : le raccordement électrique des exploitations agricoles en difficulté et la mise en exploitation des barrages de Tabergart et de Berriche. Ces projets devraient lever les derniers freins à l'expansion de cette filière prometteuse.

La tentation de Mars

Un monde de propriétaires et de sans-travail est explosif. Je me propose dans ce texte au travers des rapports entre appropriation, travail et propriété de rendre compte de l'évolution de l'Etat social en général et dans les sociétés postcoloniales en particulier. L'État social emprunte son modèle à la social-démocratie. Au centre de ce modèle est un rapport de complémentarité entre la propriété et le travail. C'est ce rapport qui est aujourd'hui menacé avec le ralentissement de la croissance et l'accroissement des charges sociales (vieillesse et jeunesse des populations).

1ère partie

Par DERGUINI Arezki (*)

La politique social-démocrate est le produit de la guerre froide, elle s'est construite en opposition au communisme en comptant sur deux complémentarités : celle de la croissance de la production marchande et de la croissance de la production non marchande publique (« consentement à l'impôt ») et celle de la propriété et du travail (« dialogue social »). Elle opposa l'efficacité de la production non marchande publique sous le régime de la propriété privée à celle de la production non marchande sous régime de la propriété publique des moyens de production. La croissance de la production marchande permit la substitution de la production non marchande publique à une partie de la production marchande privée (démarchandisation) en même temps qu'à la production non marchande privée. Ces substitutions ne réduisirent pas le dynamisme de la production marchande, tout au contraire. Un cercle vertueux s'établit entre production marchande privée et production marchande publique.

Avec la fin de la guerre froide, la crise énergétique ne permet plus la croissance de la production marchande et sa substitution par la production non marchande publique. Avec le triomphe du libéralisme sur le communisme, l'essoufflement de la croissance économique, la globalisation de l'économie et la polarisation du marché mondial du travail, le vieillissement des populations, la social-démocratie ne peut plus s'appuyer sur une efficacité de son économie et de son action publique, le rapport entre la propriété et le travail se distend.

Les sociétés émergentes, postcoloniales et autres, s'efforcent de s'approprier les moyens de la puissance en imitant les modèles des sociétés avancées. Certaines réussissent à développer leur industrie en s'appropriant le savoir-faire des sociétés avancées, d'autres détruisent leur savoir-faire et leur savoir-être (ensauvagement). Les sociétés et le monde se polarisent, le déclassement économique des puissances militaires incitent ces dernières à faire usage de leur puissance contre les puissances économiques montantes. La paix dans le monde nécessite une nouvelle complémentarité des économies marchande et non marchande, le retour d'une certaine unité de la propriété et du travail.

Mon fils me demandait si une attaque d'Israël sur l'Iran ne ferait pas le bonheur de l'Algérie avec un prix du pétrole autour de 140 dollars. Le malheur des uns ferait le bonheur des autres. Voilà une raison pour laquelle l'Occident qui en souffrirait à des degrés divers, pourrait vouloir se désolidariser d'Israël à moins qu'il ne trouve là une occasion de moins dépendre du pétrole, de décarboner son économie. Dépendre d'Israël ou des pays producteurs de pétrole, que choisir ? Le choix parait difficile pour les consommateurs occidentaux, plus facile, mais moins avouable pour les puissances occidentales. Il permettrait aux super-riches des sociétés occidentales d'obtenir de leurs populations ce qu'ils ne peuvent leur demander : ils les forceraient à une sobriété subie. Ils continueraient d'utiliser l'avion, la voiture électrique, mais les autres devraient renoncer à leur voiture thermique. Il est vraisemblable que le choix soit celui de dépendre d'Israël et ne pas dépendre des producteurs de pétrole. Un chemin de crête où il s'agirait de refuser la guerre qui fasse trop monter le prix du pétrole, et d'interrompre la guerre qui ferait reculer l'Occident dans le monde. Un état de ni guerre ni paix qui perturberait suffisamment la croissance des pays émergents et permettrait une décarbonation progressive de l'économie des pays avancés avec un prix du pétrole suffisamment, mais pas trop élevé. Il ne faut donc pas se réjouir du malheur des autres, le bonheur des Algériens pourrait se transformer en cauchemar. Après une hausse des prix suivrait une chute plus difficile à amortir. Oui, la guerre peut-être une bonne occasion pour les élites occidentales pour imposer à leurs populations la sobriété dont elles se protègeraient elles-mêmes en même temps qu'elle leur permettrait de sortir d'une dépendance extérieure non amie. Elle pourrait faire espérer à une partie de leur population de gagner en fierté sur un tableau, la puissance militaire, ce qu'elle perd sur le plan du pouvoir d'achat. Mais si l'on sait comment commence une guerre, il est rare que l'on sache comment elle peut finir, et cela dans un contexte où l'imprévisibilité domine. L'espoir fait vivre dit-on, mais on dit aussi que le diable se cache dans les détails.

Les nouveaux esclaves. Appropriation, travail et propriété

Généalogie de la propriété. John Locke mêle dans une seule origine, l'état de nature, une théorie de l'appropriation et une théorie de la propriété[2]. C'est en s'appropriant les choses communes que l'individu se fait propriétaire. Dans la théorie de l'appropriation, propriété et travail se trouvent confondus : c'est en s'appropriant par le travail les choses communes que l'on devient propriétaire en droit. La chose dont je prends soin m'appartient. Le travail sépare ainsi la propriété de l'état de nature, la propriété privée de la propriété commune. On s'approprie par le travail et par le travail on devient propriétaire. On ne s'approprie plus par la force, nous ne sommes pas parmi les seigneurs féodaux, mais parmi des travailleurs des villes (bourgeois), mais en colonies confondues avec l'état de nature. Les « bourgeois » s'approprient et deviennent propriétaires par le travail (ou la force de travail : K. Marx). Séparés du travail de la terre, ils ne possèdent à l'origine que leur force de travail.

Mais où commence et finit l'état de nature ? Il commence avec l'appropriation individuelle et se termine avec la propriété privée. Il ne commence pas avec l'appropriation collective d'un territoire. Les droits des tribus ne sont pas reconnus par les colonialismes anglais, français et américain. Il n'y a pas de propriété commune au départ de la propriété privée, pas de propriété arch au départ de la propriété melk. Pas d'appropriation collective qui précède l'appropriation individuelle ? Pas d'appropriation féodale, pas d'appropriation tribale, pas d'appropriation coloniale ? Pas de « tribus » coloniales qui exproprient des tribus autochtones ? Pas de « tribus » coloniales régies par la propriété privée exclusive et qui dépossèdent les tribus colonisées de leur régime de propriété ? Une hégémonie de la propriété privée exclusive est acquise, il n'est pas permis à la tribu de disputer juridiquement la terre au colon, tous les sujets coloniaux sont des « bourgeois » au service du Prince, chacun est propriétaire de son travail et du produit de son travail comme il est propriétaire de lui-même, ou des paysans sans terre qui sont comme des travailleurs sans travail. Le produit du travail est un prolongement du corps individuel. La théorie de la propriété se différencie de la théorie de l'appropriation, la propriété se distingue davantage de l'appropriation avec l'amélioration de la chose commune appropriée individuellement. À partir du moment où l'individu s'attache à une ressource commune qu'il s'est appropriée et dont il prend soin, la propriété privée de la ressource se trouve justifiée et objectivée. Le travail mêlé à la ressource enlève à la ressource la propriété d'être commune. La ressource n'appartient plus à la nature, elle appartient au travailleur de la société humaine qui lui-même n'appartient pas à la nature et à la société. Elle prolonge désormais son corps. Le continuum de la production est rompu de part en part de l'individu. Elle lui appartient exclusivement comme lui appartient le corps qui lui a pourtant été donné et dont il prend soin. L'individu se confond avec sa personne physique, cette évidence chassant cette autre, que ce corps ne lui appartient pas, bien que n'appartenant plus à un seigneur : il lui a été donné par la nature, une famille. Il n'empêche, bien que ne s'appartenant pas biologiquement et socialement, ses parents et la nature ne sont plus copropriétaire avec lui de son corps et du produit de son travail. La nature n'est plus un don (du Ciel, de la nature et des parents), mais une « chose », une chose à qui l'on ne doit rien, à qui l'on ne peut être reconnaissant, au contraire de son corps qui est une chose, puisqu'il lui « appartient », à qui l'on doit reconnaître le produit de son travail. Le corps du « bourgeois » à la différence du serf n'appartient plus au seigneur, il n'est pas une chose dont dispose un seigneur, mais une force de travail qui porte son produit sur un marché qui appartient à une collectivité souveraine. Ce n'est plus la force de travail qui appartient au Prince (elle appartient au bourgeois), mais le produit du bourgeois (travailleur séparé de la terre), sur lequel le souverain « a droit de vie et de mort ». Le droit de vie et de mort porte désormais sur le travail, le produit du travail. Sans travail qui produit, on est mort. C'est maintenant la bourgeoisie qui enrichit l'État, plutôt que les propriétaires terriens : à la domination directe du seigneur sur le serf s'est substituée une domination indirecte par le marché du Prince sur le bourgeois. Le Prince et le bourgeois au service du marché, la Liberté peut servir le Prince, le libéralisme est né et avec lui l'aversion à l'impôt.

L'appropriation s'étant faite productive, le travail s'étant objectivé dans une forme et une matière, une production peut s'accumuler. Avec la production marchande et la propriété « bourgeoise », apparait la différence entre les travailleurs qui ont accumulé et deviennent propriétaires et les travailleurs qui continuent de ne disposer que de leur travail. **(A suivre)**

Notes

[1] J'emprunte ce titre à l'ouvrage du politiste et diplomate libanais Ghassan Salamé. La tentation de Mars. Guerre et paix au XXI° siècle. Fayard. 2024. Il s'agira ici moins de géopolitique que d'économie politique.

[2] Fabri, E. (2016). De l'appropriation à la propriété : John Locke et la fécondité d'un malentendu devenu classique. Philosophiques, 43(2), 343–369. https://doi.org/10.7202/1038210ar

[3] Peter Turchin. End times : elites, counter-elites, and the path of political disintegration. New York : Penguin Press, 2023.

[4] Wojtek Kalinowski. « Modèle suédois. Et si la social-démocratie n'était pas morte ? » (Charles Léopold Mayer, 2017)

[5] Ibid.

[6] « En 1750, la part relative de la production manufacturière chinoise était de 32,8 %, alors que celle de l'Europe était de 23,2 % – leurs populations respectives étant estimées à 207 millions et 130 millions de personnes. Prises ensemble, les parts de l'Inde et de la Chine atteignaient 57,3 % de la production manufacturière globale […]. Le produit intérieur brut par habitant en Chine s'élevait à 228 dollars (valeur de 1960), contre 150 à 200 dollars selon les pays en Europe ». Philip S. Golub, « Quand la Chine et l'Inde dominaient le monde », Manière de voir, no 9, 2006, p. 9.

[7] https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/05/13/ivan-krastev-les-europeens-ne-sont-pas-menaces-par-l-echec-de-leur-modele-mais-par-ses-succes_6232899_3232.html

[8] Wojtek Kalinowsky op. cit. p. 14

[9] Ibid. p. 45

[10] Ibid. p. 54

[11] Ibid. p. 84-85

[12] https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/12/20/suede-le-lent-declin-d-un-modele-qui-n-en-finit-pas-de-creuser-les-inegalites-entre-riches-et-pauvres_6155123_3232.html

[13] https://www.telos-eu.com/fr/politique-francaise-et-internationale/suede-le-crepuscule-de-la-social-democratie.html

[14] Ivan Krastev & Stephen Holmes. Le moment illibéral (The Light that Failed)
Arthème Fayard, 2019.

[15] Voir la thèse de Richard Wilkinson et Kate Pickett. Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous. Les petits matins/ Institut Veblen/ Étopia, 2013 pour la traduction.

[16] Dans une plongée historique jusqu'au Néolithique, Walter Scheidel identifie quatre processus ou facteurs de liquidation des inégalités extrêmes et de progression de l'égalité – la guerre, la révolution, l'effondrement de l'État et la pandémie –, en se gardant de tout déterminisme. Walter Scheidel. Une histoire des inégalités de l'âge de pierre au XXIe siècle. Princeton University Press, 2017. Actes Sud, 2021.

ARABIE SAOUDITE

Le PIB saoudien a augmenté de 2,8% au troisième trimestre 2024

Le produit intérieur brut réel de l'Arabie saoudite a augmenté de 2,8 pour cent au troisième trimestre de cette année par rapport à la même période en 2023, sous l'effet d'une augmentation des activités non pétrolières selon des données officielles.
Selon l'Autorité générale des statistiques, le secteur non pétrolier du Royaume a augmenté de 4,2 pour cent en glissement annuel au troisième trimestre, reflétant les objectifs de la Vision 2030 visant à diversifier l'économie au-delà des revenus pétroliers.
Les données de GASTAT ont également montré une augmentation de 3,1 pour cent des activités gouvernementales en glissement annuel, tandis que les activités pétrolières ont connu une croissance modeste de 0,3 pour cent. Sur une base trimestrielle, le produit intérieur brut réel corrigé des variations saisonnières de l'Arabie saoudite a augmenté de 0,8 pour cent au troisième trimestre par rapport au deuxième trimestre.
En décomposant les chiffres trimestriels, les activités non pétrolières ont augmenté de 0,5 pour cent, tandis que les activités pétrolières ont connu un gain de 1,5pour cent. Cependant, les activités gouvernementales ont diminué de 0,3 pour cent d'un trimestre à l'autre.
Au début du mois, le Fonds monétaire international a prévu que l'économie saoudienne croîtrait de 1,5 pourcent en 2024 et de 4,6 pour cent en 2025, affirmant ainsi la résilience économique du Royaume. La Banque mondiale a fait écho à cet optimisme, prévoyant une croissance de 1,6 pour cent cette année et une accélération à 4,9 pour cent en 2025.
Ces projections du FMI et de la Banque mondiale dépassent les prévisions pré-budgétaires de l'Arabie Saoudite en 2024, soutenue par une augmentation de 3, pour cent des activités non pétrolières.
Dans son rapport de septembre, l'agence de notation S&P Global a également souligné la résilience économique de l'Arabie saoudite, prévoyant une croissance du PIB de 1,4 pour cent en 2024 et de 5,3pour cent en 2025, grâce à l'engagement du Royaume en faveur de la diversification économique et de la réduction de la dépendance à l'égard des recettes pétrolières.
Affirmant les progrès de la diversification économique de l'Arabie saoudite, GASTAT a rapporté au début du mois que les exportations non pétrolières du Royaume, y compris les réexportations, ont augmenté de 7,5 pourcent en août, atteignant 27,52 milliards de SR par rapport au même mois de l'année dernière.
Sur une base mensuelle, les exportations non pétrolières de l'Arabie saoudite ont augmenté de 8,13 pour cent en août par rapport aux niveaux de juillet.
Lors de la huitième édition de la Future Investment Initiative(IIF), le ministre saoudien des finances, Mohammed Al-Jadaan, a souligné la croissance du secteur, notant que le PIB non pétrolier représente désormais 52 pour cent de l'économie du Royaume.

EGYPTE

Le Caire dément la vente du lac de Bardawil

Le porte-parole du bureau du Premier ministre, Mohamed El-Homsany, a démenti, dans un communiqué publié jeudi 31 octobre, « les rumeurs répandues sur les réseaux sociaux selon lesquelles le lac Bardawil aurait été vendu ». Des rumeurs ont fait le buzz sur les réseaux sociaux ces derniers jours affirmant que le lac Bardawil a été vendu à un pays dont une délégation a dernièrement visité le gouvernorat du Nord-Sinaï. Le lac, qui dépend de l'Autorité de développement des richesses piscicoles, serait développé par un autre organisme public créé en 2022.

« L'Organisme de l'avenir de l'Egypte pour le développement durable (Futur of Egypt for Sustainabl Development FESD) commencera le développement du lac Bardawil. Cette tâche lui a été attribuée pour ramener le lac à son état d'antan. Les marinas de pêche seront modernisés pour augmenter la production et le commerce du poisson. Ce qui permettra d'augmenter les revenus des pêcheurs et des travailleurs dans le lac », explique le communiqué.
Et d'ajouter que le gouvernement a donné des instructions pour accorder des aides sociales aux pêcheurs, afin de les aider jusqu'à ce que le lac retrouve sa capacité de production.
Sur sa page officielle Facebook, Dr. Nader Noureddine, expert hydrique, souligne l'importance économique du lac. « Bardawil est un lac désertique entouré d'aucune terre agricole, aucun bâtiment résidentiel ou complexe industriel. Ses eaux sont pures car aucun déchet n'y est déversé. Raison pour laquelle son poisson est exporté vers les pays européens (…). La production du lac peut être développée en y jetant plus d'alevins. La production sera meilleure, moins couteuse et de meilleure qualité », explique-t-il.
Le lac Bardawil est un grand lac aux eaux très salées, situé au nord de la péninsule du Sinaï. D'une longueur d'environ 90 km et d'une largeur d'environ 22 km, il couvre une superficie de près de 700 km2 avec une profondeur de 3m seulement. Il est séparé de la Méditerranée par un étroit corridor sablonneux.
Le lac représente la principale source de vie des habitants de la région. Plus de 3500 pêcheurs travaillent sur le lac qui offre des emplois à de nombreux habitants de la région encore sous développée. Ils travaillent dans le commerce et le transport du poisson, la fabrication des filets de pêche ou encore dans la réparation de bateaux.
En 2017, le gouvernement avait lancé un vaste plan pour développer le lac qui comprenait la modernisation et le développement de 4 marinas de pêche, l'élimination de plus de 3 500 tonnes de débris, l'achèvement des études sur l'établissement de villages de pêcheurs pour un coût de 120 millions de livres égyptiennes.
Le FESD a été créé conformément à un décret présidentiel en 2022 dans l'objectif de travailler dans des projets de développement de l'agriculture et de l'agro-industrie. Il est responsable du méga projet du nouveau Delta, qui vise à bonifier un million de fed dans de terrains, situé entre Guizeh et Al-Dabaa, afin d'assurer la production agricole et combler le fossé sur le marché local entre la production et les importations.

TUNISIE | «INDUSTRY INNOVATION DAY»

Focus sur le secteur automobile

La nouvelle édition de la journée dédiée à l'innovation dans l'industrie « Industry Innovation Day » se tiendra le 6 novembre prochain et mettra le focus sur l'automobile.
Organisée par la Chambre tuniso-allemande de l'Industrieet du Commerce (AHK Tunisie) et l'Association Tunisienne de l'Automobile (TAA), avecle soutien de l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), cette journée réunira les acteurs clés de l'industrie automobile et les fournisseurs de solutions technologiques tunisiens et étrangers. Des experts nationaux et internationaux se réuniront tout au long d'une série de conférences autour de tendances technologiques du secteur pour débattre de la transformation en cours et future, afin d'explorer les opportunités pour la Tunisie, indique les organisateurs de cette manifestation.
L'industrie automobile en Tunisie est un véritable enjeu avec 12 % de croissance annuelle, selon les organisateurs. 65 % des entreprises du secteur sont totalement exportatrices avec un PIB annuel qui avoisine 4 %.

PORTS, AUTOROUTES, EAU…

La Mauritanie cherche à relancer ses PPP

Le pays vient d'ajuster sa loi sur les partenariats public-privé, face au peu de succès de ses appels d'offres. Un projet sucrier et un autre dans le portuaire sont toutefois en phase de dialogue compétitif. Un texte en attendant mieux. La Mauritanie s'apprête à mettre en application un cadre législatif rénové pour les partenariats public privé (PPP), un dispositif initié en2017, mais qui n'a pas porté les fruits espérés en matière d'attractivité.
Adopté par le Conseil des ministres du 21 août dernier, réuni sous la présidence du chef de l'État Mohamed Cheikh El Ghazouani, le projet de loi a été approuvé par l'Assemblée nationale à Nouakchott.
Le texte, dont la version française n'est pas encore publiée, est désormais en attente de promulgation. Il abroge le dispositif législatif antérieur. Celui-ci reposait sur la loi n° 2017-006 adoptée sous la présidence de l'ex-président Mohamed Ould Abdel Aziz (actuellementen prison pour corruption). Ce texte de 2017 avait été lui-même déjà modifié par la loi 2021-06 du 19 février2021, avant que les deux textes ne soient intégrés, puis fassent l'objet d'un décret d'application le 30 juin 2021.
La nouvelle loi présentée par le ministre de l'Economie et des finances, Sid'AhmedOuldBouh, amende le dispositif précédent sans changer fondamentalement les objectifs et le cadre juridique des PPP.
Le nouveau cadre se veut plus souple, surtout en matière de procédures d'attribution de marchés.
Concrètement, en cas d'appels d'offres ou appels à manifestation d'intérêt infructueux sur un projet, les pouvoirs publics mauritaniens se donnent la possibilité de recourir à des procédures de type gré à gré pour négocier directement avec d'éventuels investisseurs.
Cette voie pourra être choisie aussi pour les projets préalablement qualifiés « d'intérêt public ».
En cas de négociations de gré à gré d'un PPP, une approbation des termes du contrat en Conseil des ministres sera toutefois nécessaire. Sur la base des textes existants, les pouvoirs publics ont structuré ces dernières années une dizaine de PPP ouverts à la concurrence internationale représentant une valeur de plus de 5 milliards de dollars. Ils ont également, avec le concours de l'Agence de promotion des investissements en Mauritanie (APIM), organisé des réunions de présentation aux investisseurs, notamment en 2022 à Paris, mais sept ans après la mise en route du cadre légal pour les PPP, le bilan est maigre.
A ce jour, le principal projet mené à son terme est celui du terminal à conteneurs du port de Nouakchott (TCN).
Ce PPP porté par Meridiam et Arise PCC (remplacé depuisparAfrica Finance Corporation) a été attribué en septembre 2018 dans le cadre d'une concession de 30ans. Inaugurée le 15 décembre 2021, l'infrastructure représente un investissement de 278 millions d'euros qui comprend le développement, le financement, la construction, la maintenance et l'exploitation d'un terminal d'une capacité initiale de 250 000 EVP.
Deux autres PPP sont toutefois en phase active d'appel d'offres. Le premier porte sur le développement d'un complexe agro-industriel sucrier intégré au bord du grand barrage hydraulique de Foum Gleita.

PRODUCTION LOCALE DE BLÉ

Les initiatives se multiplient en Afrique subsaharienne

En Afrique subsaharienne, le blé est la 2e céréale la plus consommée après le maïs. Bien que la production soit quasi inexistante, à quelques exceptions près, une révolution semble se dessiner avec les récents développements dans la sous-région d'Afrique de l'Ouest.

Au Burkina Faso, le gouvernement a approuvé le mercredi 23 octobre dernier en Conseil des ministres une convention pour la production de semences de blé sur une superficie de 5 000 hectares en 2024/2025. L'initiative vise notamment à soutenir la production locale, jusque-là expérimentale, de la céréale.
Cette initiative intervient après la réalisation d'un essai concluant qui a permis à l'appareil productif de récolter 250 tonnes de blé au cours de la campagne agricole précédente, à la faveur d'un approvisionnement en 20tonnes de semences. Elle s'aligne en outre sur l'ambition du plan de relance de la filière blé, initié par le gouvernement en 2023 avec pour objectif de parvenir à récolter 6500 tonnes de la céréale au niveau local, d'ici à 2025.
Il faut noter que l'engagement du Burkina Faso dans le développement de la production locale de blé n'est pas un cas isolé en Afrique de l'Ouest. En avril 2023, le Sénégal a également annoncé des expérimentations de production de blé avec des essais de cultures à grande échelle à partir du mois de novembre 2023. Du côté du pays de la Teranga, l'ambition affichée est beaucoup plus grande avec le gouvernement qui veut parvenir à réduire ses importations de blé de 40% d'ici à 2028.
Plus récemment, en mars 2024, la Mauritanie a également annoncé la réussite d'un premier essai de culture de blé sur une superficie de 200 hectares dans le cadre d'un partenariat public-privé avec des rendements évalués entre 4 et 5 tonnes par hectare dans la région du Trarza.
Globalement, ces différentes initiatives entretiennent l'espoir de limiter les importations de la céréale dans des pays qui importent la quasi-totalité de leurs besoins. D'après les données de la FAO, les pays d'Afrique de l'Ouest ont importé plus de 9 millions de tonnes de blé d'une valeur excédant 3,8 milliards $ en 2022.

Intensification des efforts au Nigeria

Principal importateur de blé en Afrique subsaharienne, le Nigeria est également le seul pays de la sous-région à produire localement du blé à grande échelle, consacrant plus de 100 000 hectares de terres agricoles à la culturede la céréale, d'après les données du département américain de l'agriculture (USDA).
Alors que le pays a récolté en moyenne 92 000 tonnes de blé par an entre 2019/2020 et 2023/2024, couvrant ainsi moins de 5 % de sa consommation annuelle qui s'élève à plus de 4,5 millions de tonnes, les autorités intensifient les initiatives pour améliorer les rendements.
En juin 2023, le Centre national pour les ressources génétiques et la biotechnologie (NACGRAB) a ainsi approuvé la commercialisation et l'utilisation de nouvelles variétés de semences de blé développées par l'Association nationale des minotiers (FMAN).
Selon les chercheurs, ces nouvelles variétés peuvent permettre d'obtenir des rendements de 6 à 7 tonnes par hectare sur des cycles de production plus courts que les semences conventionnelles qui affichent un rendement moyen de 1,2 tonne par hectare.

Des avancées notables en Afrique australe et de l'Est

À la différence de l'Afrique du Nord, où le blé est une culture historique profondément ancrée dans les traditions agricoles, peu de pays situés au sud du Sahara possèdent les conditions biophysiques (climat et sol) favorables pour produire du blé de manière compétitive. Cependant, certaines exceptions existent et illustrent qu'il est possible de surmonter ces contraintes.
Le Zimbabwe est devenu, depuis la campagne agricole2021/2022, le premier pays africain à réaliser l'autosuffisance en blé avec une récolte historique de375 131 tonnes. Cette embellie illustre un pari gagnant de l'irrigation agricole pour la filière zimbabwéenne.
Dans le pays d'Afrique australe, la culture de blé est presque essentiellement irriguée et le gouvernement a entrepris d'accroître davantage la production pour se lancer sur le segment de l'exportation à destination des pays voisins comme le Mozambique.

ECOBANK CÔTE D'IVOIRE

Le bénéfice progresse de 6% au 3e trimestre

La banque maintient sa croissance au 3e trimestre 2024, malgré des coûts qui ont augmenté et un contexte de liquidité tendue.
Dans un contexte de liquidité tendue et de concurrence accrue sur le marché bancaire ivoirien, Ecobank Côte D'Ivoire a publié le mercredi 30 octobre, ses résultats pour le troisième trimestre 2024. La banque affiche un bénéfice net en hausse de 6%, à 38,5 milliards FCFA (environ 63,7 millions $). Bien que cette progression reste positive, elle représente néanmoins la croissance la plus faible des trois dernières années au 3e trimestre. En effet, le résultat net avait bondi de 27% au 3e trimestre2023 et de 16% en 2022.
Un produit net bancaire en hausse, mais des pressions sur les charges
Le produit net bancaire (PNB) s'établit à 86,6 milliards FCFA, en augmentation de 8,7% par rapport à la même période de l'année précédente, bénéficiant d'une hausse de 3,9 milliards FCFA (+7,5%) de la marge nette d'intérêts qui se situe désormais autour de 56,2 milliards FCFA, ainsi que d'une progression de 10,8% des produits hors intérêts (30,4 milliards FCFA). Cette croissance marque cependant un ralentissement par rapport aux années précédentes, où Ecobank avait su capitaliser sur une hausse de 13% de son PNB en 2023. Bien que cette performance atteste de la résilience de la banque, elle doit encore retrouver le dynamisme des années précédentes où Ecobank CI avait vu son rendement des capitaux propres atteindre un pic à 31%en 2023, un taux légèrement supérieur à celui de 28,5%observé ce trimestre, mais qui reste tout de même robuste, au-dessus du marché.
En parallèle, les frais de gestion ont augmenté de 6milliards FCFA (+17,5%). Conséquence, le coefficient d'exploitation monte à 46,3%, un niveau légèrement élevé que les 44,7% observés en 2022 et 42,8% en2023, signe d'une pression croissante sur les marges de la banque.
Réduction du coût du risque et maîtrise des créances en souffrance
En dépit des pressions sur les charges d'exploitation, le coût du risque a chuté de 61,5% et tombe à seulement1,5 milliard FCFA, en recul significatif par rapport aux années précédentes. En 2023, Ecobank CI avait déjà réussi à abaisser ce coût de manière notable, et cette tendance qui se confirme en 2024 traduit bien une amélioration de la qualité des actifs et une couverture renforcée des créances en souffrance. Le taux de dégradation du portefeuille a ainsi baissé de 74 points de base pour s'établir à 3,8%, un progrès constant depuis 2022 où la banque avait mis en œuvre de nouvelles mesures pour renforcer sa gestion du risque.

GRAPHITE

150 millions $ des USA pour la plus grande mine d'Afrique

En septembre 2023, les États-Unis ont annoncé un prêt de 150 millions $ en faveur de l'australien Syrah Resources qui exploite au Mozambique la plus grande mine africaine de graphite. La mise à disposition defonds restait soumise à différentes conditions qui ont enfin été remplies. L'australien Syrah Resources a annoncé le 30 octobre la signature d'un accord de prêt contraignant de 150millions $ avec la Development Finance Corporation (DFC) des États-Unis. Les fonds mobilisés auprès de cette banque de développement américaine seront consacrés à l'exploitation de la mine mozambicaine de graphite Balama, la plus grande d'Afrique.
Arrivant à maturité en mai 2037, le prêt sera réparti en plusieurs décaissements dont le premier de 73 millions $est prévu en novembre 2024. Il servira notamment à l'agrandissement de l'installation de stockage des résidus de Balama et aux coûts de fonctionnement « Il s'agit d'une transaction très importante qui soutiendra des chaînes d'approvisionnement en minerai essentiels plus diversifiées, plus résistantes et plus durables et qui renforcera les investissements en Afrique. Le prêt de la DFC démontre l'engagement des États-Unis à soutenir la transition vers des technologies énergétiques propres», explique Danielle Montgomery, vice-présidente par intérim de la DFC chargée des infrastructures.

SÉNÉGAL

Un pôle de production aquacole annoncé dans la région de Kolda

Au Sénégal, la pêche fournit la quasi-totalité de l'approvisionnement local en poissons. Dans le pays, le gouvernement ambitionne d'accroître la contribution de l'aquaculture au secteur en vue de réduire les pressions existantes sur les ressources halieutiques. Au Sénégal, la région de Kolda a été choisie par le gouvernement pour abriter un pôle aquacole d'une capacité de production de 4 000 tonnes de poissons par an, rapporte l'Agence de presse sénégalaise (APS), le mercredi 30 octobre. L'initiative s'inscrit dans le cadre du Projet de gestion des ressources naturelles au Sénégal (SENRM), financé par la Banque Mondiale à hauteur de 100 millions $ sur la période 2022-2028.
S'exprimant sur l'implantation d'un pôle aquacole, Pape Nansa Kéita, coordonnateur du volet pêche de l'unité de gestion dudit projet, a précisé que cette installation comprendra un ensemble d'infrastructures modernes pour stimuler la chaîne de valeur de la pisciculture dans la région.
« Les activités qui seront développées dans ce pôle aquacole toucheront une bonne partie de la chaîne de valeur élevage de poissons, notamment l'éclosion moderne de tilapia et de clarias [poissons-chat Ndlr], avec une grande capacité de production, la mise en place d'unités de pré-grossissement et de grossissement ainsi qu'un centre d'incubation aux métiers de l'aquaculture », explique le responsable.
Si le montant de l'investissement n'est pas révélé, on sait que la région de Kolda s'était déjà vu attribuer un budget de 4,1 milliards de francs CFA (6,8 millions $) en juin dernier dans le cadre du SENRM. Plus largement, ce nouveau pôle aquacole une fois mise sur pied devrait contribuer aux ambitions de croissance de la filière aquacole du Sénégal. Dans le cadre de sa nouvelle feuille de route pour le développement de l'aquaculture, l'Agence nationale de l'aquaculture(ANA) prévoit de faire passer la production aquacole locale à 68 000 tonnes à l'horizon 2032 contre un stock tournant autour de 1 600 tonnes actuellement. Dans le pays de la Teranga, la production totale de poissons s'est élevée à 500 000 tonnes en 2023, d'après la FAO.

APRÈS UN RAPPORT SUR L'EMPLOI AMÉRICAIN DIFFICILEMENT LISIBLE

Le CAC 40 termine en hausse

L'indice parisien a gagné 0,8% ce vendredi, alors que les créations des postes aux Etats-Unis ont été bien plus faibles qu'attendu. Mais ces chiffres sont perturbés par de nombreux éléments exceptionnels. Sur la semaine, le CAC 40 limite la casse et recule de 1,18%.

Le CAC 40 termine une semaine difficile par une hausse assez franche. L'indice parisien s'est adjugé 0,8% ce vendredi à 7.409,11 points. Ce qui lui a permis de limiter les dégâts sur l'ensemble de la semaine, ponctuée par un repli de 1,18%.

Le marché parisien a amplifié sa progression dans l'après-midi après la parution du rapport sur l'emploi américain. Le taux de chômage est ressorti stable à 4,1% en octobre. Surtout, les créations de postes, à 12.000 unités, ont été nettement inférieures au consensus, logé à 110.000 créations de postes.

Mais il est en réalité difficile de tirer d'importants enseignements de ce rapport, le mois d'octobre ayant été marqué à la fois par la saison des ouragans et par l'importante grève chez l'avionneur Boeing.

"La quasi-stagnation de l'emploi en octobre n'est que partiellement due aux perturbations causées par les ouragans et la grève de Boeing", considère toutefois Capital Economics.

Le think tank juge qu'environ 90.000 créations de postes ont pu être perdues en raison de ces deux facteurs exceptionnels, ce qui porterait théoriquement les créations de postes à 102.000 unités, un chiffre jugé "décevant" par Capital Economics. Par ailleurs, le taux de répondants à l'enquête de ce rapport a atteint un plus de 33 ans, à 47,4%. Ce qui laisse augurer de potentielles révisions très importantes.

Présidentielle américaine et réunion de la Fed la semaine prochaine

"Compte tenu des données positives enregistrées ailleurs cette semaine, nous pensons que la Fed fera la part des choses et optera pour une réduction des taux d'intérêt de 25 points (0,25 point de pourcentage, NDLR) de base lors de la réunion de la semaine prochaine", juge Capital Economics.

Cette réunion de la Réserve fédérale américaine se tiendra les 6 et 7 novembre, soit dans la foulée de l'élection présidentielle américaine, que le marché suivra évidemment avec la plus grande attention.

Par ailleurs, l'indice ISM mesurant l'activité manufacturière a accusé une baisse plus forte que prévu en octobre, pour atteindre un niveau de 46,5 contre 47,2 en septembre, un plus bas de quinze mois. Mais là encore la grève chez Boeing a certainement eu un impact important.

Du côté des valeurs, Société Générale a de nouveau pris 3,4% après avoir gagné 11,3% la veille, à la suite de la publication de résultats nettement supérieurs aux attentes au troisième trimestre.

Morgan Stanley a relevé ce vendredi son conseil sur la valeur à "surpondération". UBS, de son côté, juge que la société a livré "un choc de confiance" avec ses résultats de jeudi.

Hors CAC 40, Viridien (ex-CGG) a perdu 4,1% après avoir annoncé une baisse de 25% de son chiffre d'affaires au troisième trimestre.

À noter qu'à Wall Street, Amazon grimpe de 6,7% après avoir livré des résultats robustes au troisième trimestre, au contraire d'Apple (-1,5%). Le groupe à la pomme a déçu Wall Street avec ses prévisions pour le trimestre en cours.

Sur les autres marchés, l'euro recule de 0,3% face au dollar à 1,0850 dollar. Le pétrole progresse un peu. Le contrat de janvier sur le Brent de mer du Nord gagne 0,9% à 73,46 dollars le baril tandis que celui de décembre sur le WTI coté à New York s'adjuge 1% à 69,96 dollars le baril.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 31 Octobre 2024
Valeur : 04 Novembre 2024

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.2133	133.2283
1	EUR	EURO	144.6297	144.6593
1	GBP	POUND STERLING	172.9594	172.9788
100	JPY	JAPANESE YEN	87.5942	87.6099
1	CNY	CHINESE YUAN	18.7163	18.7205
1	CHF	SWISS FRANC	153.9326	153.9678
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.7267	95.7444
1	DKK	DANISH KRONE	19.3858	19.3894
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.4851	12.4889
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.1513	12.1562
1	AED	UAE DIRHAM	36.2673	36.2733
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.4677	35.4736
1	KWD	KUWAITI DINAR	434.6274	434.9602
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.6921	43.1212
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.5149	13.5164
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.5433	27.6850
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3547	3.3652
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.1271	177.1271

Les prévisions d'apple pour la fin d'année laissent wall street sur sa faim

Le groupe de Cupertino a publié jeudi soir ses résultats du quatrième trimestre qui ont globalement dépassé les attentes. Mais la société a déçu en Chine et a livré une cible de revenus décevante pour le trimestre suivant.

La copie livrée jeudi soir par Apple ne restera pas dans les annales à Wall Street. Le groupe de Cupertino accuse d'ailleurs le coup dans la foulée de la publication de ses résultats du quatrième trimestre 2023-2024, période close fin septembre dernier.

L'action Apple abandonne 1% en préouverture à Wall Street, ce vendredi, après avoir reculé de 1,8% la veille.

Le quatrième trimestre d'Apple a été un peu particulier. Comme d'accoutumée, la société de Cupertino a lancé sur la période un nouveau téléphone, à savoir l'iPhone 16. Mais ce nouvel appareil taillé pour les fonctionnalités d'intelligence artificielle (IA) générative ne devrait exprimer son plein potentiel commercial qu'une fois passé le lancement d'"Apple Intelligence", l'IA générative d'Apple. Or Apple Intelligence n'est arrivé qu'il y a quelques jours aux Etats-Unis et ne devrait débarquer qu'en avril prochain dans l'Union européenne.

Faiblesse en Chine

"Compte tenu de l'échelonnement du lancement d'Apple Intelligence, nous nous attendons à ce que la demande d'iPhone augmente après la sortie initiale d'Apple Intelligence à la fin octobre", écrivait d'ailleurs récemment Bank of America.

Au quatrième trimestre, les revenus d'Apple ont quand même progressé de 6% sur un an pour atteindre un record de 94,93 milliards de dollars, et les seules ventes d'iPhone ont augmenté de 5,5% à 46,222 milliards de dollars.

Le bénéfice par action d'Apple sur la période a chuté à 97 cents contre 1,46 dollar un an plus tôt. Cette baisse est due à un élément exceptionnel: la société a intégré une charge d'impôt de 10 milliards de dollars liée au remboursement à l'Irlande d'aides indues. En excluant cet impact, le bénéfice par action se serait établi à 1,64 dollar par action, en hausse de 12%, a précisé Apple.

Les résultats du groupe ont dépassé les attentes des analystes. Selon un consensus LSEG cité par un CNBC, ils attendaient des revenus globaux de 94,58 milliards de dollars, des revenus tirés des iPhones de 45,47 milliards de dollars et un bénéfice par action hors remboursement des aides à l'Irlande de 1,60 dollar.

Voilà pour les grandes lignes. Mais, dans le détail, la publication d'Apple comporte quelques points noirs. Les revenus du groupe en "grande Chine" (c'est-à-dire la Chine continentale, Taïwan et Hong Kong) ont déçu avec un chiffre d'affaires en repli de 0,3% à 15,03 milliards d'euros alors que les analystes attendaient 15,8 milliards de dollars, selon Bloomberg.

Rappelons que les revenus de la société en Chine sont particulièrement scrutés par les investisseurs car Apple fait face dans ce pays à la fois à une concurrence acharnée de la part de ses concurrents chinois, comme Huawei, ainsi qu'à des pressions réglementaires de la part des autorités locales (certaines administrations ont par exemple interdit à leurs employés d'utiliser des téléphones étrangers au travail).

WALL STREET

+0,5% mais jusqu'où les taux vont-ils s'envoler

Wall Street a enrayé la violente glissade de jeudi (une fin de mois d'octobre complètement ratée, le S&P500 effaçant en une seule 100% de ses gains mensuels) et entamé novembre sur une note modérément positive.

Les gains auraient pu s'évaporer au fil des heures vu la lourde rechute des marchés de taux, avec une remontée en flèche symétrique des rendements à partir de 13H45, jusque vers les pires niveaux observés depuis le 4 juillet.

Au final le Dow Jones s'adjuge +0,7%, le S&P500 +0,43 et le Nasdaq (-2,8% la veille) rebondit de +0,9% vers 18.240... un peu freiné par Apple (-1,3%) au lendemain de résultats brillants mais sans surprise.

Le Nasdaq-100 (+0,7%) a été tiré à la hausse par la locomotive Intel (+6,8%) et Amazon (+6,2%), sans oublier Atlassian avec +19% (seulement 36Mds$ de 'capi' et 31Mds$ la veille).

Mais le Nasdaq-100 a été handicapé par les -2,6% de Paypal et les -1,5% d'AMD... et bien sur des taux qui ne baissent que pour mieux remonter les heures suivantes.

La dégradation des taux s'avère sans lien logique apparent avec le NFP : le '10 ans' US se retend de +10,3Pts vers 4,3900% (+15,5Pts sur la semaine écoulée), le '30 ans' de +10,5Pts vers 4,5800%... et le '2 ans' prend +12Pts sur la semaine à 4,213% (niveau du 1er août).

Une telle tension n'a d'ailleurs aucune cohérence par rapport à n'importe quel chiffre publié plus tôt cette semaine, et encore moins s'agissant du 'NFP'.

L'économie américaine n'aurait en effet généré que 12.000 emplois non agricoles au mois d'octobre au lieu de +113.000 (consensus médian), selon le 'Department of Labour' (DoL), après +223.000 en septembre.

'L'emploi a poursuivi sa tendance à la hausse dans la santé et l'administration, tandis qu'il a reculé dans les services d'aide temporaire, ainsi que dans le secteur manufacturier en raison de grèves', explique le DoL.

Le taux de chômage s'est toutefois maintenu à 4,1%, conformément aux attentes, tandis que le taux de participation à la force de travail s'est établi à 62,6%, et que le revenu horaire moyen a augmenté de 4% sur un an.

Par ailleurs, les créations de postes non agricoles des deux mois précédents ont été révisées, de 159.000 à 78.000 pour août et de 254.000 à 223.000 pour septembre, soit un solde de révision total de -112.000 pour ces deux mois.

'Le marché du travail a sans doute pâti de divers aléas en octobre', prévenait Oddo BHF en début de semaine.

Mais personne n'anticipait une chute de -95% des créations d'emplois, ce qui signifie que le chiffre est très 'biaisé' et connaîtra certainement une forte révision à la hausse le mois prochain... c'est ce que pronostique Joe Biden qui s'est empressé de faire une déclaration rassurante à ce sujet.

Autre chiffre très attendu, l'indice PMI manufacturier des Etats-Unis (calculé par S&P Global): il se redresse légèrement en octobre, s'établissant à 48,5 contre 47,3 le mois précédent, mais se maintient sous le seuil des 50 qui marque la limite entre expansion et contraction de l'activité du secteur.

CONTESTÉ PAR EDF ET WESTINGHOUSE

Prague suspend un accord nucléaire avec le sud-coréen KHNP

Le groupe KHNP avait remporté un appel d'offres en juillet pour construire deux unités à la centrale en République tchèque mais le groupe français EDF et l'américain Westinghouse ont déposé des recours contre cette décision.

Le bureau tchèque pour la concurrence (UOHS) a annoncé mercredi avoir suspendu la signature d'un accord nucléaire entre la République tchèque et le groupe sud-coréen KHNP, d'une valeur de plusieurs milliards de dollars. La victoire de KHNP dans un appel d'offres pour la construction de deux unités nucléaires en République tchèque a été contestée par deux concurrents non retenus, le français EDF et l'américain Westinghouse. KHNP avait remporté cet appel d'offres en juillet pour construire deux unités à la centrale de Dukovany, mais le groupe français EDF et l'américain Westinghouse ont déposé des recours contre cette décision.
Nous nous sommes conformés aux propositions d'EDF et de Westinghouse et avons pris des décisions préventive sa déclaré Martin Svanda, porte-parole de l'UOHS.
Selon lui, cette décision donnera à l'UOHS le temps d'évaluer les appels, sans que cela laisse supposer (...) la façon dont l'office décidera dans cette affaire.
L'UOHS n'aurait pas pu prendre de décision si le contrat avait déjà été signé, a expliqué Martin Svanda. EDF veille au respect des principes du commerce équitable et de la transparence.
En visite à Prague en septembre, le président sud-coréen Yoon Suk Yeol a suggéré que KHNP pourrait céder une partie du contrat a westinghouse, comme il l'a fait depar le passé aux Émirats arabes unis. L'EDF avait signalé qu'il cherchait à 's'assurer que le processus d'appel d'offres répond aux principes du commerce équitable et de la transparence, notamment dans un contexte européen.
Le groupe énergétique tchèque CEZ, contrôlé par l'État, exploite deux centrales nucléaires -Temelin et Dukovany, toutes deux situées dans le sud du pays, qui représentent environ 30% de la production totale d'électricité de la République tchèque. Avec les deux nouvelles unités et de petits réacteurs modulaires devant être construits d'ici à 2050, l'énergie nucléaire pourrait représenter alors 50% du mix énergétique tchèque.
KHNP a proposé de construire les deux nouvelles unités pour environ 200 milliards de couronnes tchèques (8,5milliards de dollars) chacune. Prague compte finalise l'accord avec KHNP d'ici mars 2025, ce qui permettrait de commencer le chantier en 2029 et mettre à l'essai le premier nouveau réacteur en 2036.

KHNP
친환경 에너지 기업

GRANDE BRETAGNE

Un incendie ravage le chantier naval où sont fabriqués des sous-marins nucléaires britanniques

Ce chantier naval abrite les sous-marins britanniques de la classe Astute et le programme de constructions de sous-marins nucléaires Dreadnought. Le site a été évacué.
Un incendie s'est déclaré dans la nuit de mardi à mercredi sur le chantier naval du groupe de défense BAE Systems à Barrow-in-Furness (nord de l'Angleterre), où sont construits des sous-marins nucléaires britanniques, a annoncé la police. Il n'y a pas de risque nucléaire a assuré la police dans un communiqué.
Toutefois, il est conseillé aux personnes vivant à proximité de rester chez elles pendant que les services d'urgence interviennent sur l'incident et de garder portes et fenêtres fermées, a-t-elle ajouté.
Deux personnes ont été hospitalisées après avoir inhalé de la fumée. La police a été contactée peu avant 01hGMT pour cet incendie qu'elle a qualifié d'important.
Des images circulant sur les réseaux sociaux montrent de grandes flammes et une épaisse fumée s'échappant d'un grand bâtiment blanc. Le Devonshire Dock Hall, où l';incendie s'est déclaré, est un bâtiment de plus de 50 mètres de haut, selon des documents du groupe de défense britannique BAE Systems. Le chantier naval abrite les sous-marins britanniques de la classe Astute et le programme de constructions de sous-marins nucléaires Dreadnought. Le site a été évacué, a indiqué la police.

INONDATIONS EN ESPAGNE

Un plan d'aide à 250 millions d'euros pour aider les habitants de valence

Chaque Valencien victime de la catastrophe pourra recevoir 6.000 euros pour racheter des meubles ou encore payer les réparations nécessaires de son logement.
Des inondations dévastatrices ont touché l'Espagne dans la nuit du mardi 29 au mercredi 30 octobre et ont coûté la vie à au moins 95 personnes dans le sud-est du pays.
Si bien que le président de la Communauté valencienne (GeneralitatValenciana), Carlos Mazón, a annoncé jeudi un plan de 250 millions d'euros pour atténuer les conséquences de la catastrophe, due à une dépression d'altitude non-tropicale.
Au total, selon El Pais, chaque victime recevra 6.00euros d'aides et le montant pourrait être plus élevé pour les personnes âgées ou dépendantes.
L'aide sera très rapide, sans paperasse, pour reconstruire leur vie, acheter des meubles, réparer leurs maisons a indiqué Carlos Mazón.
Des milliers d'habitants sont encore privés d'électricité et la plupart des réseaux de transports sont inutilisables: les routes sont bloquées par des milliers de voitures emportées par les eaux et les axes de train à grande vitesse entre la région et Madrid ou bien vers Barcelone sontsuspendus jusqu'à nouvel ordre. Une carte de transport gratuite d'un an est par ailleurs prévue pour les usagers touchés par les inondations.
Dès le matin, les entrées et les sorties sont réautorisées, a poursuivi Carlos Mazón. Les équipes de secours se consacrent aux personnes et aux vies.
Nous devons continuer à travailler. Nous devons planifier les jours à venir. Malheureusement, la tempête n'a pas fini de frapper : l'Agence météorologique nationale espagnole a émis une alerte de niveau rouge, le maximum, dans le nord de la province de Castellón en raison de pluies de plus de 180 l/m².

HAUSSES D'IMPÔTS MASSIVES, DES MILLIARDS POUR LES SERVICES PUBLICS

Le gouvernement britannique dévoile son premier budget

Il prévoit 40 milliards d'euros de hausses d'impôts mais promet en contrepartie une relance des investissements, notamment dans les services publics dans un état critique.
Le Premier ministre britannique, Keir Starmer, avait préparé les esprits: le premier projet de Budget du gouvernement travailliste sera douloureux, avait-il dit lors de son discours de rentrée, fin août.
Deux mois plus tard, force est de constater qu'il n'avait pas menti.
Dévoilé ce mercredi par la ministre des Finances, Rachel Reeves, le Budget britannique prévoit un net alourdissement de la fiscalité, tout en promettant en contrepartie de nouveaux investissements pour répondre à la crise des services publics, délaissés depuis de nombreuses années.
Ce budget augmentera de manière permanente la capacité de l'économie, stimulant ainsi la croissance à long terme, a-t-elle promis. 40 milliards de hausses d'impôts
Dans le détail, le texte propose une augmentation des impôts de 40 milliards de livres (48 milliards d'euros) censé combler un trou noir de 22 milliards de livres dans les finances publiques, dont Rachel la dette publique a récemment dépassé les 100% du PIB. Il s'agit de décisions difficile sa reconnu la Chancelière de l'Echiquier, qui les estime néanmoins indispensables. Pendant trop longtemps, on a prétenduon pouvait réduire les impôts et dépenser davantage pour les services publics. On ne peut pas avait déjà lancé lundi le Premier ministre, une attaque frontale contre les conservateurs, au pouvoir pendant 14 ans.
Parmi les augmentations d'impôts prévues Rachel Reeves a notamment annoncé une hausse des cotisations patronales, dont le taux augmentera à 15% tandis que le seuil baissera, ce qui représentera 25 milliards de livres par an d'ici la fin de la législature, a-t-elle précisé. La ministre des Finances prévoit également une hausse de l'impôt sur les plus-values, 18% pour le taux le plus faible et jusqu'à 24% pour le taux le plus élevé. Elle a toutefois assuré que le Royaume-Uni aura toujours le taux d'imposition des plus-values le plus bas de toutes les économies européennes du G7.
La ministre a aussi promis de lutter contre la fraude aux prestations sociales afin de récupérer 4,3 milliards d'euros et annoncé un renforcement des règles de l'impôt sur les successions, une hausse de la TVA sur les écoles privées, la fin du chèque énergie pour des millions de retraités, une nouvelle taxe sur les cigarettes électroniques ou encore une augmentation des taxes sur le transport aérien (2 livres pour les vols court-courriers, hausse de 50% pour les passagers de jets privés).

Le Fiat E-Ducato Hydrogen est un fourgon électrique pas comme les autres

Ce Fiat E-Ducato, certes électrique mais pas tout à fait comme les autres, fonctionne grâce à l'hydrogène. À la clé, 500 kilomètres d'autonomie annoncée. Parfait pour le transport longue distance.

C'est un grand fourgon siglé Fiat Professional. Il pourrait tout aussi bien être siglé Opel, Peugeot ou Citroën. Qu'il s'agisse du E-Ducato, du Movano-e, du e-Boxer ou du ë-Jumper, ce sont tous les mêmes véhicules électriques.
Nés sous la bannière Stellantis, ils partagent la même technologie, les mêmes déclinaisons et caractéristiques. Mais dans le cas qui nous intéresse, ils partagent un petit quelque chose en plus…
Ces quatre grands fourgons électriques fonctionnent en effet à l'hydrogène. Cette nouvelle gamme vient compléter l'offre hydrogène de Stellantis, après le lancement des fourgons moyens à hydrogène des quatre marques en 2022.

Pile et batterie

Prenons pour cette prise en main exclusive le Fiat E-Ducato Hydrogen. C'est donc un véhicule totalement électrique où l'hydrogène est un nouveau carburant alimentant la pile à combustible de 45 kW qui produit de l'électricité pour faire fonctionner le moteur. Ce Ducato emporte dans son soubassement quatre bonbonnes chargées de 7,19 kilos d'hydrogène à 700 bars, de quoi apporter 500 kilomètres d'autonomie selon le constructeur. Le système mid-power de Stellantis comprend aussi une batterie rechargeable d'une capacité de 11 kWh. Elle assure le démarrage du véhicule, vient épauler la pile à combustible lors de fortes accélérations et peut prendre le relais en cas de panne d'hydrogène. C'est elle aussi qui récupère l'énergie lors des phases de décélérations et de freinage et elle se recharge automatiquement grâce à l'électricité produite par la pile à combustible.

Deux versions seulement

Ce Fiat Ducato Hydrogen est décliné en seulement deux versions, L3H2 et L4H3. Le premier, qui est le véhicule de cet essai, affiche une longueur de 6 mètres pour une hauteur de 2,52 mètres. Le volume utile est ici de 13 m3 et la charge utile atteint 1370 kilos. L'implantation des bonbonnes dans le soubassement permet de conserver la totalité des capacités utilitaires d'un classique E-Ducato. Sur ce L3H2, la longueur utile est de 3,70 mètres, la largeur entre les passages de roues de 1,42 m et la hauteur intérieure est de 1,93 mètre. La seconde et très grande version L4H3, longue de 6,36 mètres et haute de 2,84 mètres, affiche un volume utile de 17 m3 et une charge utile de 1370 kilos également.

Comme un électrique classique

Le Fiat Ducato Hydrogen ne diffère en rien du Ducato électrique, c'est assez logique. Il n'y a même aucune différence entre les deux. Le style est identique, la planche de bord aussi, tout comme l'instrumentation ou le comportement. Ce E-Ducato Hydrogen dispose d'un moteur électrique développant une puissance de 110 kW, soit environ 148 chevaux, et un couple de 410 Nm. Sa vitesse est limitée à 90 km/h, ce qui est tout de même un handicap pour un usage mixte : pour s'insérer dans le trafic ou effectuer un trajet sur autoroute, il manque clairement d'un peu de vitesse. Sinon tout va bien ! Ce Ducato roule en silence, accélère fort bien, tient parfaitement la route, et s'avère au final être un véhicule bien agréable à conduire. Seuls quelques sifflements et autres bruits inhabituels liés à l'hydrogène une fois le véhicule arrêté, viennent nous rappeler qu'il s'agit bien là d'un fourgon électrique pas tout à fait comme les autres.
Selon les données du constructeur, que nous n'avons pu vérifier, la consommation s'établit autour des 29,5 kWh/100 km.

Du côté des équipements, ce Fiat E-Ducato Hydrogen reprend les standards de la version électrique. Il dispose de tous les incontournables de la sécurité active et passive sans oublier les nombreuses aides à la conduite, allant de l'assistance au maintien dans la voie au système de freinage d'urgence pour les piétons et les cyclistes en passant par la reconnaissance des panneaux de signalisation ou le système de contrôle en descente.
Un mot sur les tarifs : c'est simple, ce Fiat E-Ducato Hydrogen n'a pas de prix… En tout cas, Stellantis ne les a pas communiqués. Mais gageons qu'il dépasse les 100 000 € HT.

Carburant d'avenir ?

Si l'autonomie est l'un des grands atouts apporté par l'hydrogène, il n'est pas le seul. Faire le plein est ainsi un jeu d'enfant et c'est à peu près comme faire le plein d d'un véhicule thermique. En quelque 5 minutes, l'affaire est réglée. Reste à trouver la station… À l'échelle de l'Europe, il existe aujourd'hui 150 stations publiques dans les quatre pays misant sur l'hydrogène que sont l'Allemagne, la France, les Pays-Bas et la Suisse
Demain, c'est-à-dire en 2030 ainsi en a décidé l'Union européenne, il devrait y avoir plus de 500 stations dans les pays d'Europe, avec une station tous les 200 kilomètres sur les principaux grands axes de circulation et un point d'avitaillement pour chaque grande zone urbaine. Et si les stations se multiplient, les utilitaires fonctionnant à l'hydrogène suivront. Pour le coup, quelques constructeurs, Stellantis et Renault pour ne pas les nommer, sont très en pointe sur le sujet, convaincus que l'hydrogène est probablement l'une des solutions pour le transport de demain.

RIEN NE VA PLUS CHEZ INTEL

L'IA et les résultats financiers plombent le géant !

Les mauvaises nouvelles succèdent aux mauvaises nouvelles chez Intel et, attendus, les résultats financiers du troisième trimestre constituent un nouveau record… dans le mauvais sens !

En août dernier, Intel présentait ses résultats financiers du deuxième trimestre de l'année et… ils étaient si mauvais que l'entreprise avait pris la décision de mettre en place un plan de licenciements concernant 15 000 de ses employés.
Cette situation pourrait bien se répéter alors que pour le troisième trimestre, les résultats financiers du groupe américain sont encore pires, avec la plus forte perte jamais enregistrée par Intel tout au long de son histoire.

Des pertes historiques !

Pas moins de 16,6 milliards de dollars, voilà le montant vertigineux de la perte opérationnelle enregistrée par l'ensemble du groupe sur le troisième trimestre de son exercice fiscal 2024.
Après les mauvais résultats du deuxième trimestre, les observateurs s'attendaient à des pertes records, mais rares sont ceux qui avaient anticipé un tel montant. Intel en impute une large part aux coûts de sa division Intel Foundry, 5,8 milliards de dollars à elle seule, mais aussi aux très importantes charges qui découlent de la restructuration du groupe : les 15 000 licenciements évoqués précédemment ne sont pas sans conséquences sur les finances du groupe.
Par ailleurs, Intel a annoncé qu'il n'atteindrait pas son objectif de 500 millions de dollars de revenus pour son accélérateur IA Gaudi en 2024. Pat Gelsinger a expliqué que l'adoption de Gaudi a été plus lente que prévu en raison de la transition entre Gaudi 2 et Gaudi 3, et des défis liés à la facilité d'utilisation des logiciels.
Pour ne rien arranger, Intel doit aussi composer avec une marge brute qui poursuit sa plongée passée à seulement 15 %, son plus bas niveau depuis que le groupe existe (1969, tout de même) !
Seule (petite) éclaircie, Intel peut afficher un chiffre d'affaires dans la fourchette haute de ce qui était attendu, à 13,3 milliards de dollars, alors qu'elle visait entre 12,5 et 13,5 milliards.

Le pire serait passé ?

Problème pour Intel, au global, la perte enregistrée sur ce trimestre fiscal reste du jamais-vu pour le groupe. Rappelons que la perte du trimestre précédent était déjà un record : elle n'était pourtant « que » de 1,6 milliard de dollars.
Alors, sans surprise, la direction de l'entreprise a validé plusieurs mesures clés pour se sortir du pétrin, et on parle notamment d'un plan total de réduction des effectifs de l'ordre de 16 500 personnes (en augmentation donc par rapport aux 15 000 évoqués précédemment) et qui pourrait concerner 19 000 personnes en totalisant les départs volontaires et forcés.
Intel envisage aussi de céder certains actifs immobiliers à travers le monde et parle de « rationaliser ses investissements et leurs déploiements en fonction de la demande et des exigences en matière de capacité » : une jolie phrase pour expliquer que de nombreuses infrastructures vont devoir se serrer la ceinture quand leur existence même ou leur création n'est pas remise en question. Il est aussi question de « réduire les dépenses d'exploitation globales » ce qui peut se traduire par des efforts du côté des événements organisés par le groupe.
Cela dit, Intel s'efforce aussi de voir le verre à moitié plein en évoquant par exemple un chiffre d'affaires en hausse pour le prochain trimestre. Il serait ainsi compris entre 13,3 et 14,3 milliards, avec une marge brute de 36,5 %, comme pour souligner que le pire est peut-être passé.

Chiffre d'affaires en baisse en T3 et restructuration en vue chez STMicroelectronics

Malgré une baisse significative de son chiffre d'affaires au 3e trimestre 2024, STMicroelectronics reste aligné avec ses prévisions financières et mise sur un projet de réorganisation industrielle pour accroître sa compétitivité. La société prévoit un quatrième trimestre en légère croissance, malgré les incertitudes du marché.
STMicroelectronics, acteur européen du marché des semi-conducteurs, a annoncé un chiffre d'affaires net de 3,25 milliards de dollars pour son troisième trimestre 2024, en baisse de 26,6 % par rapport à la même période en 2023. Avec une marge brute de 37,8 % et un résultat net de 351 millions de dollars, l'entreprise reste dans les limites de ses prévisions financières malgré des défis importants dans certains segments de marché. Jean-Marc Chéry, PDG de STMicroelectronics, explique dans un communique de presse : « Notre chiffre d'affaires au troisième trimestre est conforme au point médian de notre fourchette de prévisions. » La performance de l'entreprise a été marquée par une forte demande pour ses composants dans l'électronique grand public, tandis que le secteur automobile, habituellement plus résilient, a subi un ralentissement.
Sur les neuf premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires cumulé atteint 9,95 milliards de dollars, en baisse de 23,5 % par rapport à la même période en 2023. Cette contraction s'explique principalement par une faiblesse continue du marché des microcontrôleurs, un segment clé pour l'entreprise, particulièrement affecté par la baisse de la demande industrielle. La marge d'exploitation se maintient néanmoins à 13,1 %, et le résultat net pour cette période s'élève à 1,22 milliard de dollars.
Pour le quatrième trimestre, STMicroelectronics anticipe un chiffre d'affaires net de 3,32 milliards de dollars, en progression de 2,2 % par rapport au trimestre précédent, malgré une baisse projetée de 22,4 % sur une base annuelle. « Nous lançons un projet de réorganisation de nos capacités de production, visant notamment l'extension du silicium 300 mm et du carbure de silicium 200 mm, pour optimiser notre base de coûts et renforcer notre compétitivité, » ajoute M. Chéry. Ce projet, qui inclut une restructuration de ses implantations industrielles, permettra de réduire les coûts d'exploitation et d'accroître les capacités de production pour répondre aux besoins futurs. Les perspectives pour le début de l'année 2025 restent toutefois incertaines, STM anticipant une baisse du chiffre d'affaires plus importante que la saisonnalité habituelle entre le quatrième trimestre 2024 et le premier trimestre 2025.

Brèves

L'UE enquête sur le rachat de Run:ai par Nvidia

A la demande de l'Italie, la Commission européenne va se pencher sur le rachat par Nvidia de la start-up israélienne Run:ai annoncé en avril dernier pour un montant estimé de 700 M$. Au titre de la réglementation sur les concentrations, l'exécutif bruxellois va examiner plus profondément l'opération pour savoir si elle présente des risques sérieux pour la concurrence au niveau local et qu'elle pourrait affecter les échanges au sein du marché unique de l'Union européenne. Fondé en 2018 par Omri Geller (CEO) et Ronen Dar (CTO), Run:ai a développé des logiciels d'orchestration et d'optimisation des charges de travail IA sur les accélérateurs GPU dont ceux de Nvidia, mais aussi d'autres fournisseurs.

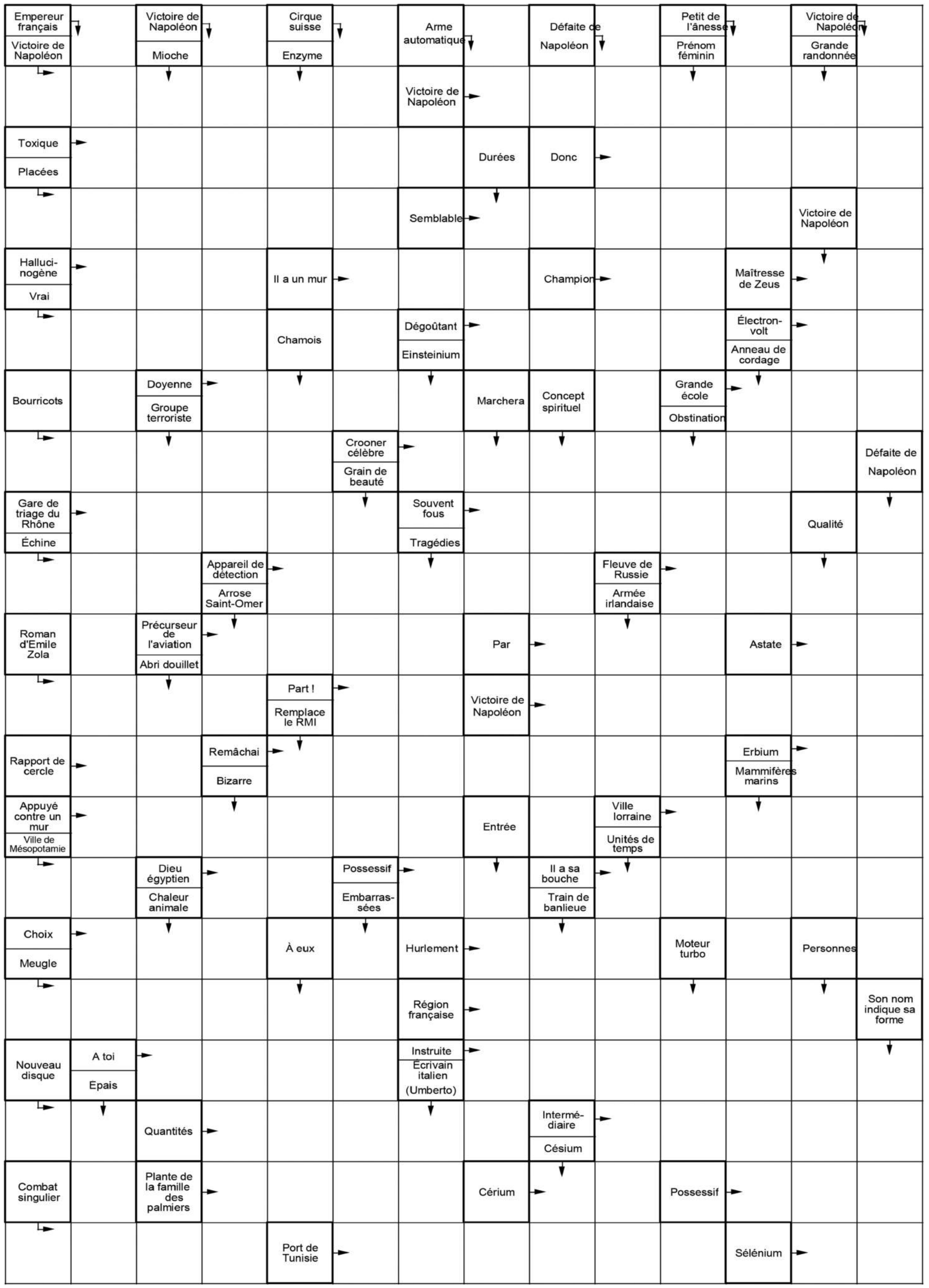
Google Maps intègre plus d'IA

Le service de cartographie s'appuie sur Gemini pour proposer des fonctionnalités supplémentaires. Ainsi quand vous appuyez sur un lieu, vous voyez apparaître des résumés d'avis d'utilisateurs générés par l'IA, ainsi qu'une invite à « Interroger Maps sur ce lieu ».
Vous pouvez alors saisir une question et Maps utilisera Gemini pour fournir une réponse générée par l'IA sur la base des avis recueillis. Le service proposera par ailleurs des options de fin de soirée en affichant des lieux classés comme « bars clandestins » ou des endroits avec de la « musique live ». Ces fonctionnalités sont déployées sur Android et iOS cette semaine aux États-Unis.

Des failles détectées dans les pilotes Nvidia

Tous les utilisateurs de cartes GeForce sont invités à télécharger sans attendre les dernies pilotes du fournisseur de Santa Clara. Selon un bulletin de sécurité de Nvidia, huit vulnérabilités au total sont listées, toutes avec un niveau de gravité "élevé".
D'après la firme, il est possible pour des attaquants de prendre le contrôle d'un PC en exploitant l'une de ces failles. Avec un tel accès, les hackers peuvent non seulement infiltrer et exécuter du code malveillant dans votre PC, mais aussi lire et voler des données personnelles. Les vulnérabilités affectent les cartes GeForce RTX, Quadro, NVS et Tesla, aussi bien sous Windows que sous Linux.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Dimanche 3 novembre 2024 http:www.lesenjeuxeco.dz

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

44 morts et 222 blessés en une semaine

Les services de la Gendarmerie nationale (GN) ont enregistré, au niveau de leurs territoires de compétence, 44 morts et 222 blessés dans 151 accidents corporels de la route survenus au courant de cette semaine. Dans une déclaration à l'APS, samedi, le chargé de communication au Centre d'information et de coordination routière du Commandement de la GN, le Sergent-chef Abdelhamid Amrani, a indiqué que le facteur humain était "la principale cause de ces accidents", soulignant que 125 accidents ont été provoqués par les conducteurs, dont 19 en raison du non-ralentissement dans les virages, 14 à cause du non respect du sens de la circulation, 12 en raison du non respect de la distance de sécurité, 11 dus à l'excès de vitesses lors des intempéries, tandis que 10 accidents ont été causés par des piétons. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Bouira (12 accidents), suivie des wilayas d'Alger, Djelfa, Boumerdes et d'Oran (8 chacune), précise la même source.

IN AMENAS

Un champ gazier clé avec une production annuelle de 9 milliards de m³

Le champ gazier d'In Amenas est un atout majeur pour l'Algérie, avec une production de près de 9 milliards de mètres cubes par an, représentant environ 10 % de la production nationale de gaz. Ce champ vise à accroître les exportations vers l'Europe tout en soutenant la stratégie d'indépendance énergétique du pays.
Situé dans le bassin d'Illizi, d'après « Attaqa.net », In Amenas joue un rôle central dans la stratégie énergétique de l'Algérie. Ce projet ambitieux contribue significativement à la production de gaz humide, offrant des avantages dans divers secteurs industriels. Inauguré en 1998, le champ a connu une restructuration suite à des changements de partenariat, renforçant ainsi son efficacité.Avec quatre sites principaux, In Amenas dispose d'infrastructures de production et de traitement, ainsi que d'un réseau complexe de pipelines. L'accent est mis sur le respect des normes environnementales, avec des technologies avancées pour la gestion des polluants.

RÉTABLISSEMENT DE L'ÉLECTRICITÉ AU LIBAN

Beyrouth salue la précieuse contribution de l'Algérie

Par M.A.

Le Liban a récemment reçu une aide significative de l'Algérie, matérialisée par une expédition de combustible essentielle pour son secteur électrique, en proie à des difficultés chroniques. Le ministre libanais de l'Énergie, Dr. Walid Fayad, a exprimé sa gratitude lors d'une déclaration à la plateforme spécialisée « Attaqa.net ». Il a souligné que cette livraison avait permis d'éviter une crise majeure de coupures de courant, un problème récurrent qui affecte la vie quotidienne des Libanais.
Le combustible algérien, reconnu pour sa qualité supérieure et sa faible teneur en soufre, a été rapidement intégré dans les installations électriques libanaises, améliorant ainsi la fiabilité de l'approvisionnement énergétique. Grâce à cette livraison, les heures de fonctionnement des centrales ont pu être augmentées, offrant un soulagement tant attendu à la population.
Dans un esprit de coopération durable, le ministre Fayad a également évoqué la possibilité d'établir un partenariat à long terme avec l'Algérie. Un tel accord pourrait garantir un approvisionnement régulier en combustible, renforçant ainsi la sécurité énergétique du Liban tout en consolidant les relations entre les deux pays.
Cette expédition de 30 000 tonnes, arrivée au port de Tripoli en août, symbolise non seulement une réponse immédiate aux besoins énergétiques du Liban, mais elle témoigne également de la solidarité entre les deux nations. Cette initiative s'inscrit dans la volonté du président algérien, Abdelmadjid Tebboune, de soutenir le Liban en ces temps difficiles. Ce geste de solidarité illustre la détermination de l'Algérie à renforcer les liens historiques et amicaux qui unissent les deux peuples, tout en ouvrant la voie à une coopération accrue dans d'autres domaines à l'avenir. En conclusion, cette aide de l'Algérie s'avère cruciale non seulement pour le secteur énergétique libanais, mais elle réaffirme aussi l'engagement des deux pays à collaborer étroitement pour surmonter les défis communs et bâtir un avenir meilleur ensemble.

CRÉATION D'OPPORTUNITÉS D'EMPLOI ET DE FORMATION POUR LES JEUNES AFRICAINS

L'Algérie adhère à l'initiative «1 million, prochain niveau» de l'UA

L'Algérie a rejoint, samedi, l'initiative de l'Union africaine "1 million, prochain niveau" (1 million, next level), qui vise à créer des opportunités d'emploi, de formation et d'enseignement pour les jeunes africains. Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrahmane Hammad, a signé le document d'adhésion en présence du président du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, et de la directrice des affaires de la femme et de la jeunesse à la Commission de l'Union africaine, Nonkululeko Prudence Ngiwanga, et ce, en marge d'une session sur l'initiative "1 Million, prochain niveau", tenue dans le cadre des activités de la quatrième édition du Forum de la Jeunesse africaine à Oran, avec la participation des représentants des pays africains adhérents. Le ministre a souligné, dans une déclaration à la presse en marge de cette cérémonie, que l'adhésion de l'Algérie constitue un apport pour la jeunesse algérienne et africaine, ajoutant que l'Algérie est toujours la première à signer les divers accords qui contribuent au développement et à la croissance. Pour sa part, le président du CSJ a souligné que "cette initiative à laquelle a adhéré l'Algérie permet de mesurer plusieurs indices pour réaliser les objectifs dans le domaine du développement durable, signalant que l'Algérie a franchi de grandes étapes dans les domaines de l'enseignement, de l'emploi et de la formation et possède plusieurs indicateurs très satisfaisants". Mme Ngiwanga a également souligné que l'initiative "1 Million, prochain niveau", lancée par la Commission de l'Union africaine, en 2021, vise à apporter de réels changements dans cinq domaines, dont l'enseignement, l'emploi, la formation et la santé. La même responsable a salué l'adhésion de l'Algérie à cette initiative, notant que l'Algérie constitue un modèle dans plusieurs domaines, notamment l'éducation. Cette session a également vu le lancement de l'initiative "cartes de réalisations" pour mesurer la mise en œuvre des objectifs de l'initiative à travers plus de 30 indicateurs dans le domaine du développement durable.

SONELGAZ

107 d'exploitations agricoles raccordées au réseau électrique Illizi

Pas moins de 107 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau d'électrification dans la wilaya d'Illizi dans le cadre des efforts de développement du secteur agricole dans la région, rapporte samedi un communique de la direction locale de Distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Retenues au titre du programme d'électrification des zones agricoles de la wilaya, les opérations de raccordement ont été menées au niveau de 23 périmètres agricoles, réunissant 107 exploitations agricoles, localisées au niveau d'Illizi, Tih-Tebareg, Belbachir, Tin-Tourha, Sidi-Bouslah, Ben-Zait et la route de l'aéroport, ainsi que dans plusieurs autres zones relevant de la commune de Bordj Omar Driss, dont Tighagha, Ben-El-Feyha, Zaouiyet Sid-Moussa et Ain-Bensalem, indique le document. Ces opérations de raccordement interviennent en application des directives des pouvoirs publics portant sur l'amélioration de la production agricole nationale et l'impulsion de la dynamique de développement économique, précise le texte. Selon le communiqué, des opérations similaires sont entreprises par la Sonelgaz pour le raccordement du reste des exploitations agricoles au réseau d'électrification agricole de la wilaya d'Illizi.

75 GW EN CONSTRUCTION

L'électronucléaire gagne du terrain en Afrique et dans le monde

Une des moins émettrices de gaz à effet de serre, l'énergie nucléaire se présente indispensable à la transition bas carbone, malgré les risques qui y sont associés. Plusieurs pays africains suivent de près les diverses initiatives en la matière.
Le nucléaire est une source importante d'électricité à faibles émissions dans les pays ouverts à l'usage de cette énergie. Il fournit actuellement 9% de l'électricité mondiale et peut renforcer la stabilité et la flexibilité du réseau, ce qui en fait un élément précieux d'un mix énergétique qui permettrait de parvenir à des émissions nettes nulles d'ici 2050. C'est ce que souligne le « World Energy Outlook 2024 », un document produit par l'Agence Internationale de l'Energie (AIE).
Selon les données du rapport, 5 nouveaux réacteurs nucléaires d'une capacité combinée de 5,5 GW sont entrés en service dans le monde en 2023. En y ajoutant les 1,6 GW de réacteurs existants qui ont été redémarrés après une période de suspension, la capacité opérationnelle actionnée en 2023 s'élève ainsi à 7,1 GW. Cela a plus que compensé les 6,3 GW de capacités énergétiques nucléaires mises hors service sur la même période.
Le rapport indique que plus récemment au cours des 9 premiers mois de 2024, 4,5 GW de nouvelles capacités nucléaires ont été connectés au réseau à partir de nouveaux réacteurs nucléaires en Chine, en Inde, aux Émirats arabes unis et aux USA.
Au cours de la même période, la construction de 7 autres réacteurs a débuté, dont un en Égypte.